

**BULLETIN TRIMESTRIEL
DE CONJONCTURE**

**Suivi de la conjoncture
financière et bancaire**

N° 119 – juillet 2004

- Réunion -

Sommaire

<i>Synthèse</i>	<i>2</i>
<i>1. L'évolution financière</i>	<i>4</i>
<i>1.1 L'enquête financière auprès des établissements de crédit</i>	<i>5</i>
<i>1.2 Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	<i>8</i>
<i>1.2.1 Ensemble des actifs financiers</i>	<i>8</i>
<i>1.2.2 Ensemble des dépôts</i>	<i>10</i>
<i>1.2.3 Dépôts à vue</i>	<i>12</i>
<i>1.2.4 Placements liquides ou à court terme</i>	<i>14</i>
<i>1.2.5 Epargne à long terme</i>	<i>17</i>
<i>1.2.6 Données historiques sur l'épargne collectée</i>	<i>19</i>
<i>1.3 Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	<i>20</i>
<i>1.3.1 Ensemble des concours consentis</i>	<i>20</i>
<i>1.3.2 Concours consentis par les Etablissements de crédit locaux</i>	<i>22</i>
<i>1.3.3 Concours consentis par les Etablissements de crédit non installés localement</i>	<i>24</i>
<i>1.3.4 Données historiques sur les concours distribués</i>	<i>26</i>
<i>1.4 Position extérieure nette du système bancaire local</i>	<i>29</i>
<i>2. Rappel des taux</i>	<i>30</i>
<i>2.1 Taux du marché</i>	<i>31</i>
<i>2.1.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire</i>	<i>31</i>
<i>2.1.2 Taux de base bancaire</i>	<i>31</i>
<i>2.2 Taux d'intérêt légal</i>	<i>32</i>
<i>2.3 Taux de l'usure</i>	<i>32</i>
<i>2.3.1 Crédits aux particuliers</i>	<i>32</i>
<i>2.3.2 Crédits aux entreprises</i>	<i>32</i>
<i>2.4 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	<i>33</i>
<i>3. Monnaie Fiduciaire</i>	<i>36</i>
<i>3.1 Emission de billets en euros</i>	<i>37</i>
<i>3.2 Emission de pièces en euros</i>	<i>38</i>

Au premier trimestre 2004, **l'activité des établissements de crédit locaux** est restée bien orientée à la Réunion, notamment sur le marché des particuliers et dans une moindre mesure sur celui des entreprises. Globalement, l'encours des crédits distribués et celui de l'épargne collectée progressent de plus de 10 % par rapport au premier trimestre de l'année 2003, tiré notamment par une croissance de plus de 15 % des crédits à l'habitat et de l'épargne à moyen et long terme. Après une fin d'année 2003 particulièrement dynamique pour le secteur bancaire, le net ralentissement attendu ne s'est pas produit au premier trimestre 2004.

En effet, l'enquête trimestrielle menée auprès des dirigeants des établissements de crédit révèle des indicateurs d'activité logiquement en retrait en comparaison du dernier trimestre 2003, à l'exception des crédits à l'habitat dont l'expansion se poursuit. En revanche, en glissement annuel, les indicateurs sont tous orientés à la hausse, quels que soient les agents économiques et le type d'opération concernés. Les prévisions pour le second trimestre sont encore meilleures à la faveur d'un contexte économique et social jugé satisfaisant. Les conditions d'exploitation et le coût du risque ne se sont pas dégradés au premier trimestre 2004, mais une augmentation de la sinistralité est néanmoins anticipée pour le second trimestre.

La valeur des actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais a progressé de 57 millions d'euros au premier trimestre 2004 (+ 3,3 % en rythme annuel). L'épargne des particuliers progresse de 40 M€ (+ 3,6 % en taux annualisé) et celle des entrepreneurs individuels de 30 M€ (+ 24,3 % en taux annualisé). Par contre, les actifs financiers détenus par les entreprises se sont contractés de 68 M€ (- 19 % en taux annualisé), mouvement caractéristique des périodes qui suivent l'établissement des comptes annuels. Par ailleurs, une hausse de 54 M€ (+ 44 % en taux annualisé) des avoirs des « autres agents » (administrations et collectivités publiques) est observée en relation avec une reconstitution des placements liquides ou à court terme (+ 115 M€ soit + 20,6 % en rythme annuel) qui avaient fortement diminué le trimestre précédent à la suite de mouvements de fonds opérés par des caisses de retraites.

En glissement annuel, entre le premier trimestre 2003 et 2004, l'encours des actifs financiers s'est accru de plus de 10 %, notamment au bénéfice des entrepreneurs individuels et des sociétés (+ 19,2 % et + 18,6 %) dont la trésorerie s'est reconstituée, tandis que l'épargne des particuliers progressait de 9,3 % et celle des « autres agents » diminuait de 5,1 %. Les placements à moyen et long terme ont eu la faveur des réunionnais (+ 15,2 %), notamment les produits d'assurance vie et les plans d'épargne logement.

L'encours global des crédits consentis à la Réunion s'établit à 10 100 millions d'euros au 31/03/2004, stable par rapport au 31 décembre 2003 (10 112 M€). Cette situation masque toutefois des évolutions divergentes entre les établissements de crédits locaux, dont l'encours progresse légèrement (+19 M€, soit + 1 % en taux annualisé), et les établissements non installés localement dont l'encours diminue sensiblement (- 26 % en rythme annuel). S'agissant des établissements locaux, le financement de l'habitat (+ 8,8 % en rythme annuel au premier trimestre 2004) génère l'essentiel de la croissance des encours sur le trimestre, tandis que les autres formes de financements restent stables ou en légère diminution. Il convient toutefois de noter que la stabilité des encours de crédits de trésorerie recoupe une diminution des financements d'exploitation pour les entreprises mais une augmentation des crédits à la consommation aux ménages. Ainsi, seuls les particuliers (+ 8,2 % en rythme annuel) et, dans une moindre mesure, les entrepreneurs individuels (+ 4,6 %) contribuent à la hausse des encours de crédit au premier trimestre 2004.

Enfin, le **niveau de risque** auquel sont confrontés **les établissements locaux**, matérialisé par le rapport entre les créances douteuses brutes et le montant total des crédits consentis, se stabilise par rapport à la fin de l'année 2003 à 6,3 %, mais s'améliore nettement sur un an (7,1 % au 31 mars 2003). Cette situation est favorable au financement de l'économie locale par le système bancaire se traduisant notamment dans les taux pratiqués qui sont comparables à ceux observés en métropole sur le même type de clientèle. En effet, l'enquête sur le **coût du crédit aux entreprises** à la Réunion, réalisée en janvier 2004, fait ressortir une diminution de 77 points de bases du taux moyen pondéré global pour les crédits en faveur des entreprises dont le niveau s'établit à 5,59 % en janvier 2004 contre 6,36 % en juillet 2003.

1. L'évolution financière

1. L'évolution financière

1.1 L'enquête financière auprès des établissements de crédit

✓ Activité

Après une fin d'année 2003 particulièrement dynamique, l'activité du secteur bancaire au premier trimestre 2004 s'est ralentie mais est restée bien orientée. En effet, si les soldes d'opinion relatifs à la collecte des dépôts sont en baisse sensible, ceux qui mesurent la production de crédits se sont globalement maintenus. La distribution des crédits aux entreprises (équipement ou financement de l'exploitation) s'est légèrement tassée au premier trimestre, tout comme celle des crédits à la consommation en faveur des ménages. En revanche le financement du logement aux particuliers, déjà en forte croissance, a encore progressé au premier trimestre 2004. Pour le second trimestre, que ce soit pour la collecte des dépôts ou l'octroi des concours, les anticipations sont nettement orientées à la hausse.

✓ Exploitation

D'après les dirigeants des établissements de crédits, les commissions et le produit net bancaire enregistrent un léger recul au premier trimestre 2004. Pour autant, le résultat apparaît en hausse, en liaison avec un coût du risque en très légère amélioration et des frais généraux contenus. Au second trimestre, une forte dégradation du coût du risque est attendue sans remontée significative des autres produits.

✓ Autres indicateurs

Le climat social et l'environnement économique en général ont été appréhendés de manière plus négative au premier trimestre 2004 en regard du quatrième trimestre 2003. Si le climat social ne devrait pas s'améliorer au second trimestre, une amélioration de l'environnement économique général est attendue.

Méthodologie de l'enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès de l'ensemble des dirigeants des établissements de crédit de la place, est réalisée trimestriellement (16 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte douze questions, visant à saisir, sous forme de flèches, des évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux prêts, ainsi que des opinions relatives à des situations (Produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions sur créances douteuses, résultat, effectifs, climat social et environnement économique).

Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédit ou les encours de dépôts).

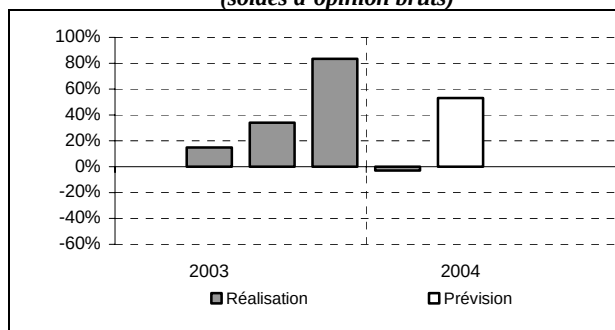
Les chiffres ainsi obtenus, donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des informateurs qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des informateurs jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

1. L'évolution financière

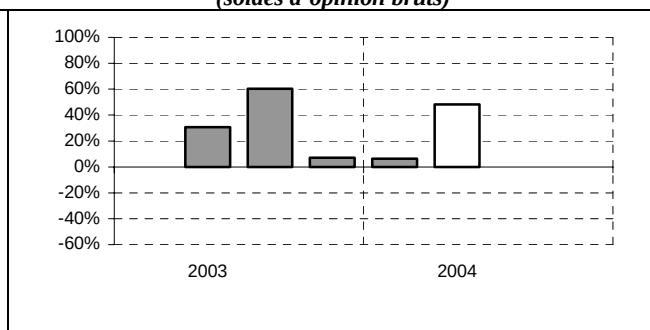
Principaux résultats de l'enquête auprès des établissements de crédit

Soldes d'opinions des dirigeants au 31 mars 2004

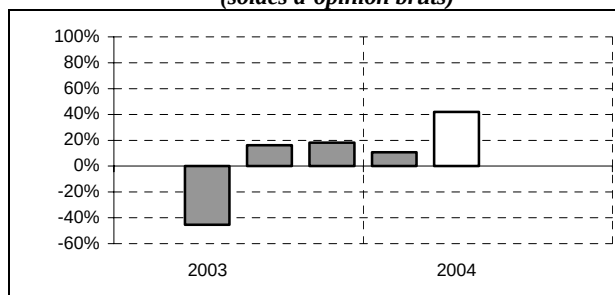
Tendance des dépôts collectés
(soldes d'opinion bruts)



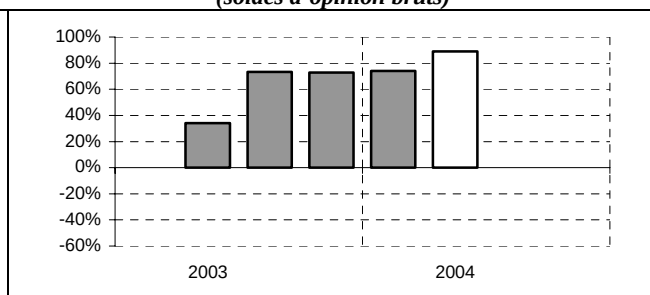
Production de crédits d'équipement aux entreprises
(soldes d'opinion bruts)



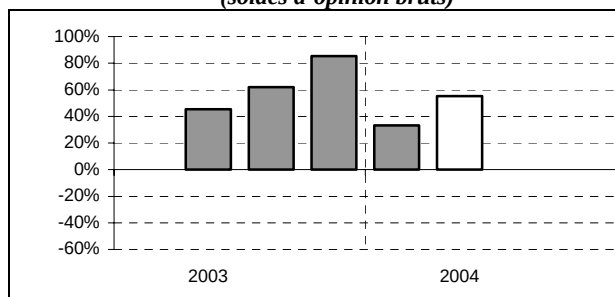
Production de crédits d'exploitation aux entreprises
(soldes d'opinion bruts)



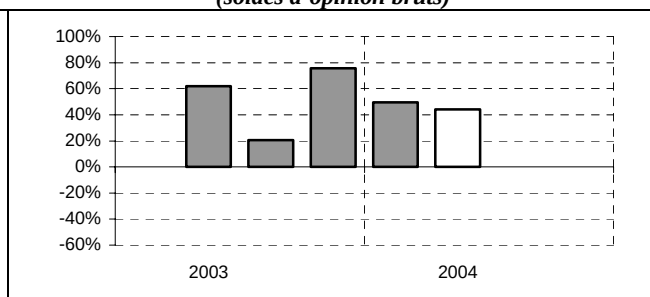
Production de crédits à l'habitat des particuliers
(soldes d'opinion bruts)



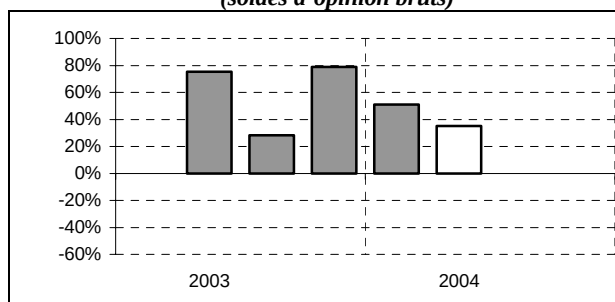
Production de crédits à la consommation (particuliers)
(soldes d'opinion bruts)



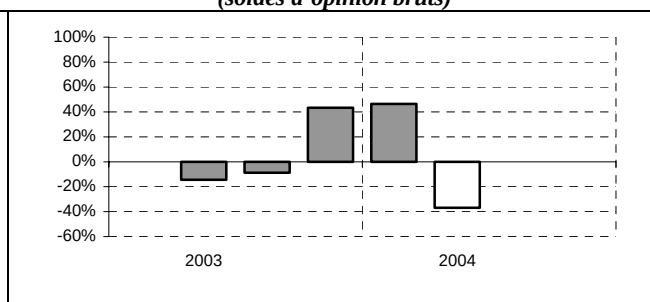
Tendance du produit net bancaire
(soldes d'opinion bruts)



Tendance des commissions prélevées
(soldes d'opinion bruts)



Tendance du coût du risque
(soldes d'opinion bruts)



1. L'évolution financière

Résultats détaillés de l'enquête auprès des établissements de crédit

Soldes d'opinions des dirigeants au 31 mars 2004¹

	<i>pour mémoire</i> <i>PREVISIONS</i> <i>établies</i> <i>au trimestre</i> <i>précédent</i>	EVOLUTION enregistrée au 1er trim. 2004 par rapport au 4ème trim. 2003	PREVISIONS établies au 1er trim. 2004 pour le 2ème trim. 2004
1. Dépôts	19,22%	 -2,96%	 52,97%
2. Crédits d'équipement aux entreprises	-5,03%	 6,44%	 48,18%
3. Crédits d'exploitation aux entreprises	17,45%	 10,61%	 41,90%
4. Crédits à l'habitat des Particuliers	19,34%	 74,06%	 89,06%
5. Crédits à la consommation des Particuliers	35,13%	 33,28%	 55,20%
6. Produit net bancaire	52,55%	 49,43%	 44,04%
7. Commissions	59,47%	 51,08%	 35,24%
8. Charges d'exploitation	13,71%	Amélioration 9,99%	Stabilité 2,90%
9. Provisions - Coût du risque	33,28%	Stabilité 46,51%	Dégradation -36,93%
10. Résultat	63,74%	 45,18%	 43,74%
11. Effectifs	0,33%	 6,20%	 11,49%
12. Climat social	17,13%	Dégradation 2,09%	Stabilité 0,53%
13. Environnement économique	0,10%	Dégradation -24,57%	Amélioration 10,50%

¹ Bfcoi, Bnp Paribas Réunion, Br, Bred-Bp Réunion, Crcamr, Cepac Réunion, Crédit Sofider Oi, Sorefi, Slibail Réunion, Réunionbail, Cmoi, Crcmmr, Cfb, Etoile Oi, Factorem et la Poste.

1. L'évolution financière

1.2 Les actifs financiers de la clientèle non financière

1.2.1 Ensemble des actifs financiers

L'encours global des actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais auprès des établissements de crédit de la Réunion s'établit à 7 115 millions d'euros, en progression de + 3,3 % en rythme annuel sur le premier trimestre 2004, contre + 11,5 % enregistré au quatrième trimestre 2003.

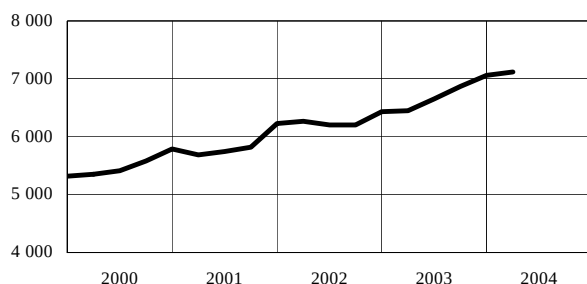
Au sein de ces actifs, la part des placements liquides ou à court terme et des placements à long terme est équivalente, soit 35,4 % chacun, tandis que les dépôts à vue représentent 29,2 % du total au 31 mars 2004. Ce sont les particuliers qui détiennent la majorité de l'épargne financière (62,7 % du total), le reste se répartissant entre les sociétés non financières (20,7 %), les entrepreneurs individuels (8 %) et les autres agents (8,6 %) constitués notamment des administrations et collectivités. L'évolution sur douze mois révèle une progression nettement plus rapide de l'épargne des sociétés et des entrepreneurs individuels (respectivement + 18,6 % et + 19,2 %) que de celle des particuliers (+ 9,3 %) et des autres agents (- 5,1 %). Ce sont les placements à long terme qui progressent le plus rapidement (+ 15,2 %) et dans une moindre mesure les dépôts à vue (+ 11,5 %). Les placements liquides ou à court terme progressent pour leur part de manière limitée (+ 5,1 %).

Au premier trimestre 2004, les agents économiques réunionnais ont procédé à une réallocation d'une partie de leurs placements qui a bénéficié aux placements liquides ou à court terme (+ 20,6 % en rythme annuel entre décembre 2003 et mars 2004) et aux placements à long terme (+ 17,4 %), au détriment des comptes de dépôts à vue (- 25,1 % en rythme annuel sur la même période). Ces derniers avaient enregistré, en effet, au cours du dernier trimestre 2003, une très forte progression (+ 57,2 % en rythme annuel) comme cela est toujours le cas en fin d'année.

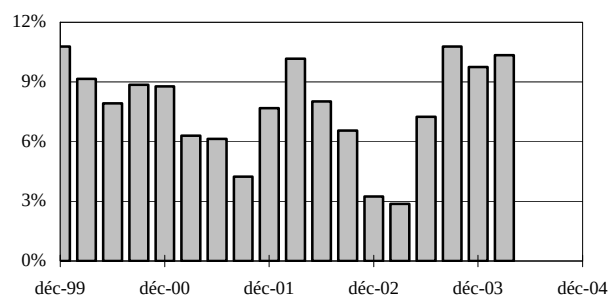
Evolution des actifs financiers

Ensemble des actifs financiers

en millions d'euros

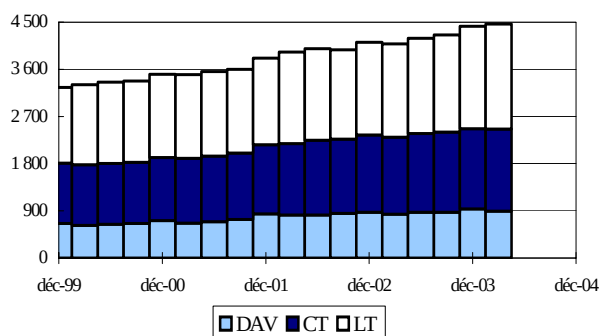


Variations trimestrielles en glissement annuel



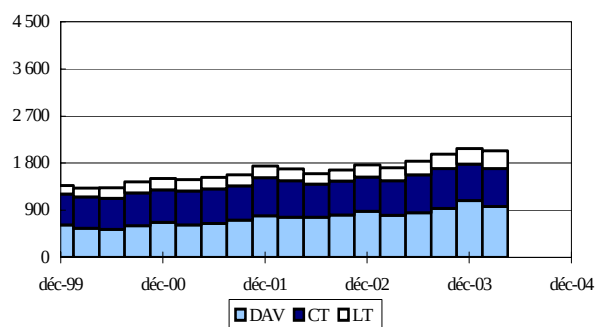
Actifs financiers des particuliers

en millions d'euros



Actifs financiers des entreprises

en millions d'euros



1. L'évolution financière

Répartition des actifs financiers par catégorie de placement

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Placements à long terme	Total
En millions d'euros				
Au 31 mars 2004	2 078	2 518	2 519	7 115
Part en %	29,2%	35,4%	35,4%	100%
Au 31 mars 2003	1 864	2 397	2 187	6 448
Part en %	28,9%	37,2%	33,9%	100%

Evolution en glissement annuel

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Placements à long terme	Total
Variation 2004 / 2003				
En millions d'euros	214	122	332	667
Variation en %	11,5%	5,1%	15,2%	10,4%
Variation 2003 / 2002				
En millions d'euros	80	49	50	180
Variation en %	4,5%	2,1%	2,4%	2,9%

Répartition des actifs financiers par agent économique

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 31 mars 2004	4 464	567	1 470	614	7 115
Part en %	62,7%	8,0%	20,7%	8,6%	100%
Au 31 mars 2003	4 085	475	1 239	647	6 448
Part en %	63,4%	7,4%	19,2%	10,0%	100%

Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	379	91	231	-33	667
Variation en %	9,3%	19,2%	18,6%	-5,1%	10,4%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	158	30	-3	-4	180
Variation en %	4,0%	6,7%	-0,3%	-0,6%	2,9%

1. L'évolution financière

1.2.2 Ensemble des dépôts (à vue, liquide et à court terme)

L'encours de l'ensemble des dépôts détenus par les agents économiques réunionnais diminue légèrement au cours du premier trimestre 2004 (- 3,5 % en rythme annuel), ce qui s'explique notamment par le développement des placements à long terme qui rencontrent de nouveau l'engouement des épargnants réunionnais.

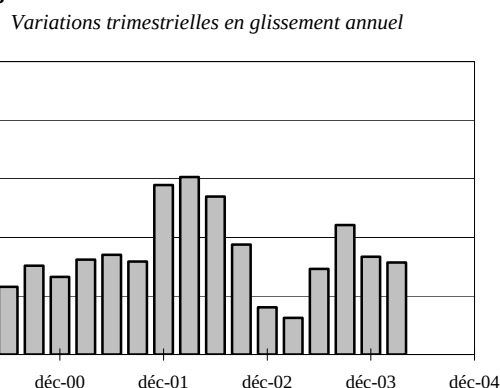
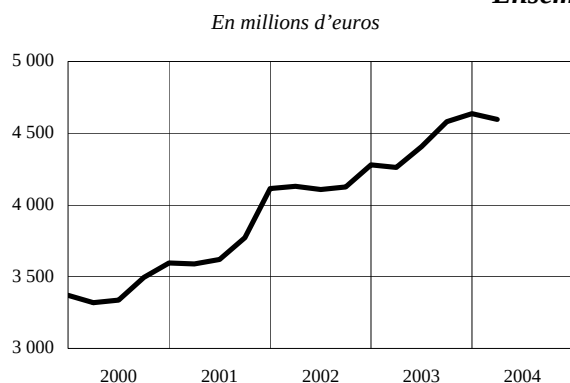
	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Progression en rythme annuel				
Année 2001	-0,8%	3,6%	17,9%	41,5%
Année 2002	1,7%	-2,3%	1,8%	15,9%
Année 2003	-1,8%	14,5%	16,8%	5,0%
Année 2004	-3,5%			

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Variations trimestrielles en glissement annuel				
	8,1%	8,5%	7,9%	14,5%
	15,1%	13,5%	9,4%	4,0%
	3,1%	7,3%	11,1%	8,3%
	7,9%			

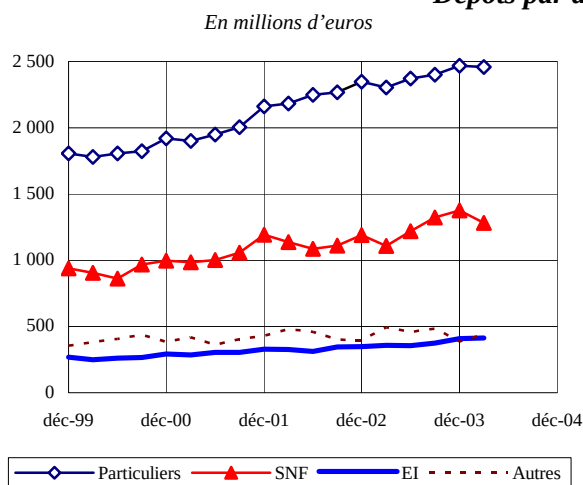
Sur douze mois, l'ensemble des dépôts progressent de + 7,9 % (contre + 3,1 % un an auparavant). Les plus fortes progressions concernent les entrepreneurs individuels et les sociétés non financières (respectivement + 16,1 % et + 15,8 %).

Evolution des dépôts

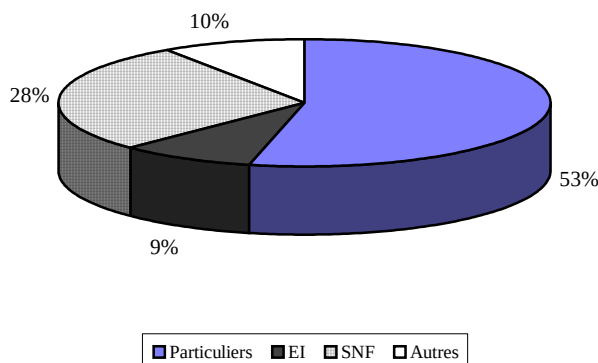
Ensemble des dépôts



Dépôts par agent économique



Répartition par agent économique



1. L'évolution financière

Répartition des dépôts par nature

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Total
En millions d'euros			
Au 31 mars 2004	2 078	2 518	4 596
Part en %	45,2%	54,8%	100%
Au 31 mars 2003	1 864	2 397	4 261
Part en %	43,8%	56,2%	100%

Evolution en glissement annuel

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Total
Variation 2003 / 2002			
En millions d'€	214	122	335
Variation en %	11,5%	5,1%	7,9%
Variation 2002 / 2001			
En millions d'€	80	49	130
Variation en %	4,5%	2,1%	3,1%

Répartition des dépôts par agent économique

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 31 mars 2004	2 459	414	1 283	440	4 596
Part en %	53,5%	9,0%	27,9%	9,6%	100%
Au 31 mars 2003	2 303	357	1 108	493	4 261
Part en %	54,1%	8,4%	26,0%	11,6%	100%

Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	155	57	175	-52	335
Variation en %	6,7%	16,1%	15,8%	-10,6%	7,9%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	119	29	-29	11	130
Variation en %	5,4%	9,0%	-2,6%	2,2%	3,1%

1. L'évolution financière

1.2.3 Dépôts à vue

Au premier trimestre 2004, l'encours des dépôts à vue diminue de manière sensible (- 25,2 % en rythme annuel) en liaison avec la hausse d'une amplitude particulièrement élevée observée en fin d'année 2003 (+ 57,2 % en rythme annuel). En effet, ce double phénomène, qui traduit des réallocations d'actifs vers des placements plus rémunérateurs comme des paiements différés d'un exercice à l'autre, est caractéristique du passage d'une année à l'autre.

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Progression en rythme annuel				
Année 2001	-21,0%	20,5%	36,3%	56,5%
Année 2002	-12,4%	-1,9%	14,6%	20,4%
Année 2003	-11,9%	8,3%	21,3%	57,2%
Année 2004	-25,2%			

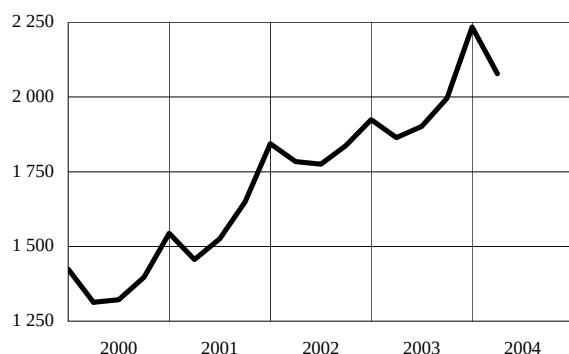
	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Variations trimestrielles en glissement annuel				
	10,9%	15,4%	18,0%	19,4%
	22,5%	16,4%	11,4%	4,4%
	4,5%	7,1%	8,6%	16,1%
	11,5%			

Cette baisse touche tous les types d'agents économiques (baisse en rythme annuel de - 37,1 % pour les sociétés non financières, - 24,4 % pour les entrepreneurs individuels, - 16,7 % pour les particuliers et - 10,8 % pour les autres agents).

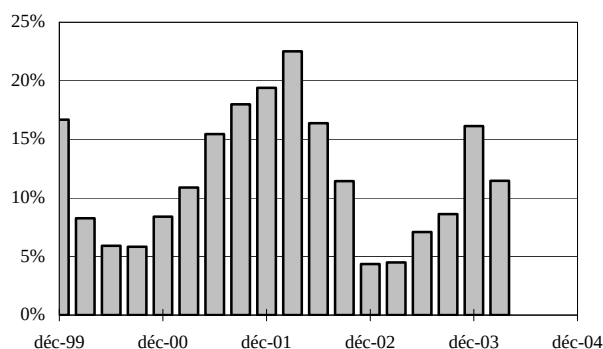
Evolution des dépôts à vue

Ensemble des dépôts à vue

en millions d'euros

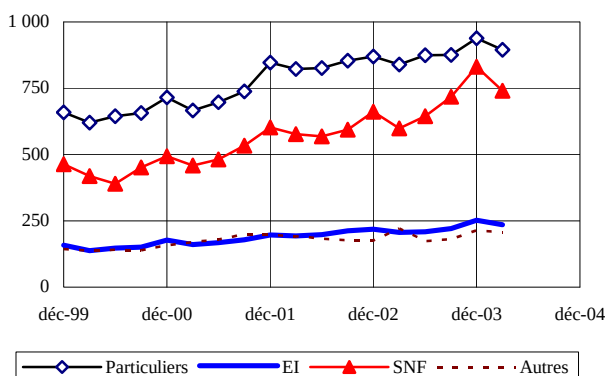


Variations trimestrielles en glissement annuel

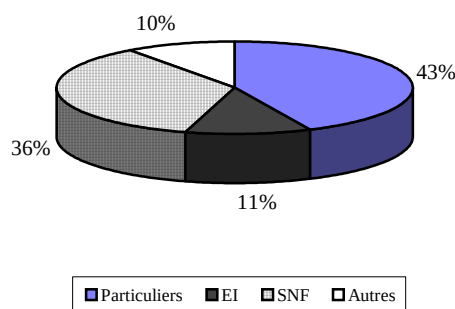


Dépôts à vue par agent économique

en millions d'euros



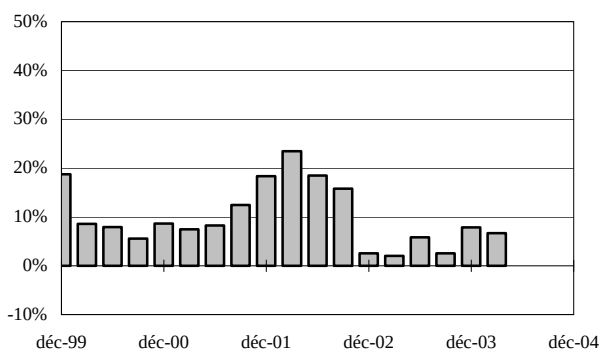
Répartition par agent économique



1. L'évolution financière

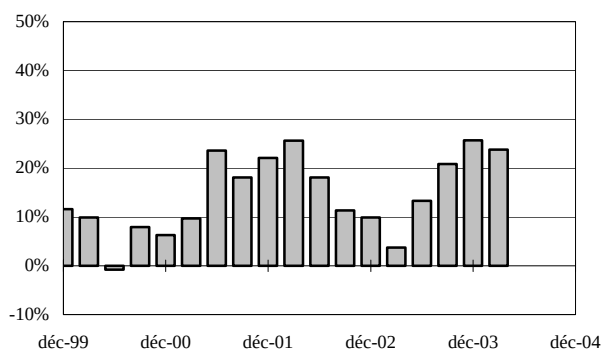
Dépôts à vue des particuliers

Variations trimestrielles en glissement annuel



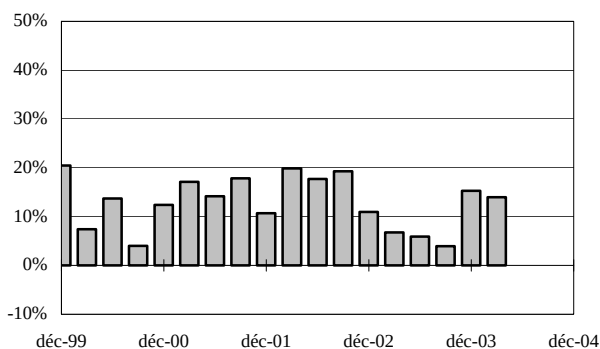
Dépôts à vue des sociétés non financières

Variations trimestrielles en glissement annuel



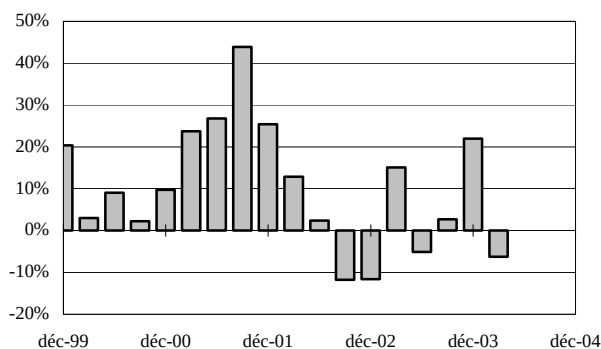
Dépôts à vue des entrepreneurs individuels

Variations trimestrielles en glissement annuel



Dépôts à vue des autres agents économiques

Variations trimestrielles en glissement annuel



Répartition des dépôts à vue par agent économique

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 31 mars 2004	896	235	740	207	2 078
Part en %	43,1%	11,3%	35,6%	10,0%	100%
Au 31 mars 2003	839	206	598	221	1 864
Part en %	45,0%	11,1%	32,1%	11,9%	100%

Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	56	29	142	-14	214
Variation en %	6,7%	14,0%	23,8%	-6,3%	11,5%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	17	13	22	29	80
Variation en %	2,1%	6,8%	3,7%	15,0%	4,5%

1. L'évolution financière

1.2.4 Placements liquides ou à court terme¹

Les placements liquides ou à court terme atteignent 2 518 millions d'euros à la fin du premier trimestre 2004, en forte hausse sur le trimestre (+ 20,6 % en rythme annuel) après la baisse liée à d'importantes sorties de fonds de certaines caisses de retraite observée le trimestre précédent. Ils ne retrouvent toutefois pas le niveau atteint en septembre 2003 (2 586 millions d'euros). En glissement annuel, les encours au titre de ces placements progressent tout de même de plus de 5 %.

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Progression en rythme annuel				
Année 2001	16,9%	-6,9%	5,8%	30,7%
Année 2002	14,3%	-2,6%	-7,1%	12,3%
Année 2003	7,1%	19,5%	13,5%	-25,5%
Année 2004	20,6%			

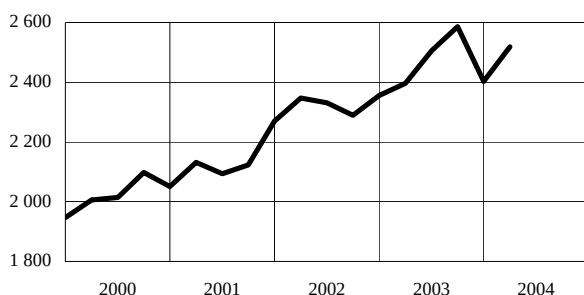
	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Variations trimestrielles en glissement annuel				
	6,3%	4,0%	1,2%	10,7%
	10,1%	11,4%	7,8%	3,8%
	2,1%	7,5%	13,0%	2,0%
	5,1%			

L'ensemble des comptes d'épargne à régime spécial bénéficie de cette reprise (hausse en rythme annuel des livrets d'épargne populaire de + 27,2 % sur le trimestre, des livrets ordinaires de + 16,2 %, des livrets 'A' de + 13,2 %, des comptes d'épargne logement de + 13,0 %, des Codevi de + 10,8 % et des livrets jeunes de + 4,3 %) tandis que les placements bancaires à taux de marché continuent de diminuer (- 10,2 % en rythme annuel au cours du premier trimestre après - 36,4 % au trimestre précédent).

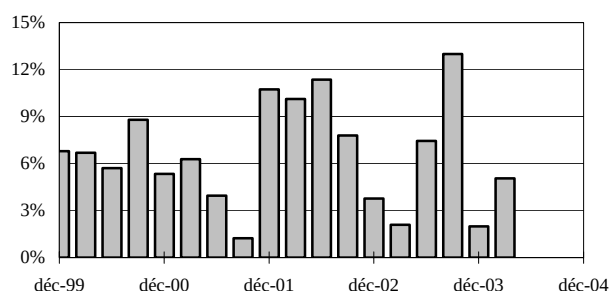
Evolution des placements liquides ou à court terme

Placements liquides ou à court terme

En millions d'euros

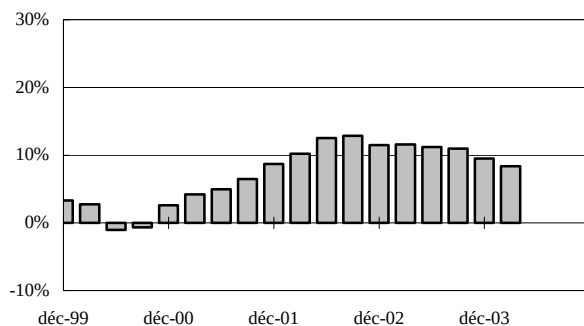


Variations trimestrielles en glissement annuel

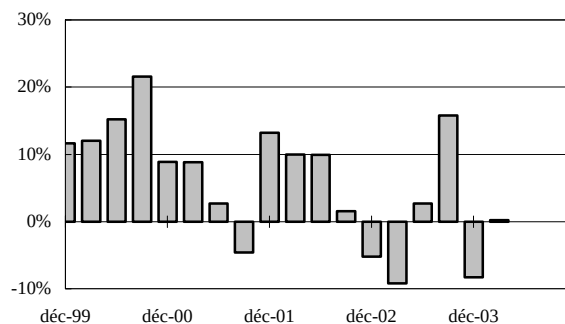


Comptes d'épargne à régime spécial

Variations trimestrielles en glissement annuel



Placements indexés sur le taux du marché monétaire - Variations trimestrielles en glissement annuel



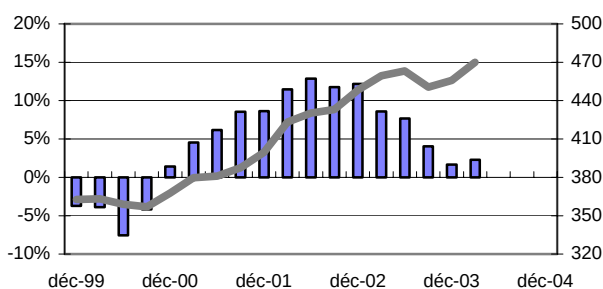
¹ Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles, sans risque de perte en capital :

- comptes d'épargne à régime spécial : Livrets A, livrets ordinaires, livrets Jeunes, livrets d'épargne populaire, comptes de développement industriel, comptes d'épargne logement.
- produits indexés sur le taux du marché monétaire : Dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôt, OPCVM monétaires.

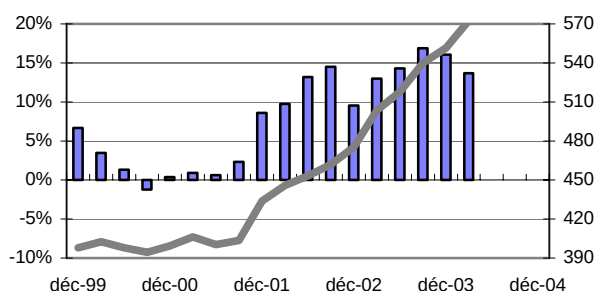
1. L'évolution financière

Livrets 'A' des caisses d'épargne

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

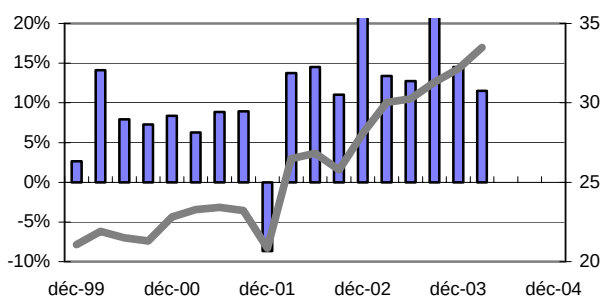


Livrets ordinaires

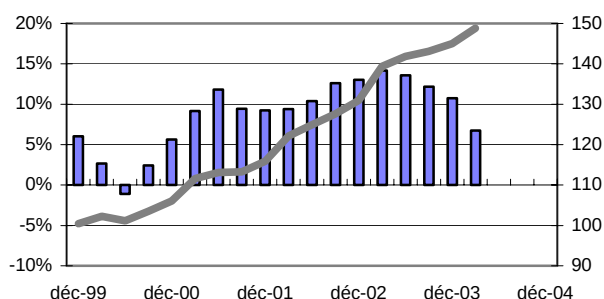


Livrets jeunes

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

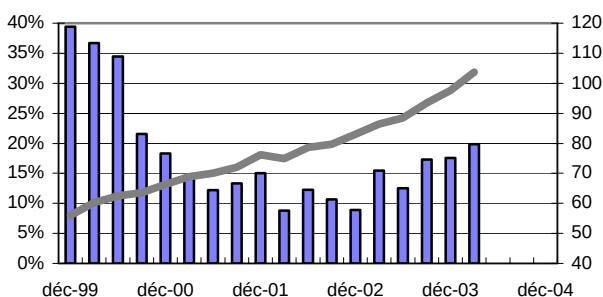


Codevi (comptes de développement industriel)

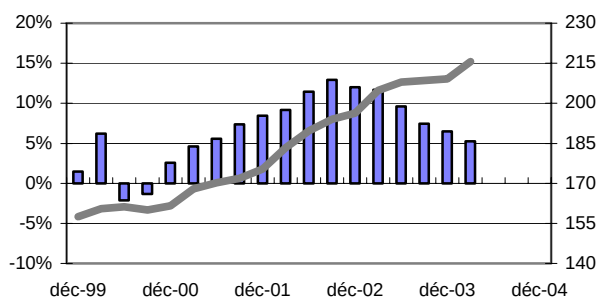


Livrets d'épargne populaire

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

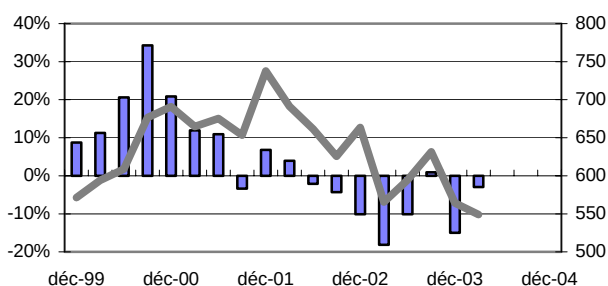


Comptes et livrets d'épargne logement

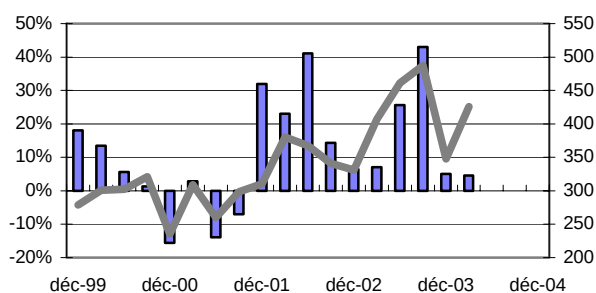


Dépôts à terme, bons de caisse et certificats de dépôts négociables

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



OPCVM monétaires



1. L'évolution financière

Répartition des placements liquides / à court terme par catégorie de placement

	Comptes sur livrets	Comptes d'épargne-logement	Dépôts à terme	Bons de caisse	Certificats de dépôt	OPCVM monétaires	Total
En millions d'euros							
Au 31 mars 2004	1 329	216	359	43	152	426	2 525
Part en %	52,6%	8,5%	14,2%	1,7%	6,0%	16,9%	100%
Au 31 mars 2003	1 219	205	332	36	198	407	2 397
Part en %	50,9%	8,5%	13,8%	1,5%	8,3%	17,0%	100%

Evolution en glissement annuel

	Comptes sur livrets	Comptes d'épargne-logement	Dépôts à terme	Bons de caisse	Certificats de dépôt	OPCVM monétaires	Total
Variation 2004 / 2003							
En millions d'euros	109	11	28	7	-46	19	128
Variation en %	9,0%	5,3%	8,4%	20,0%	-23,0%	4,6%	5,4%
Variation 2003 / 2002							
En millions d'euros	127	21	-65	-31	-30	27	49
Variation en %	11,6%	11,7%	-16,4%	-45,9%	-13,0%	7,0%	2,1%

Répartition des placements liquides / à court terme par agent économique

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 31 mars 2004	1 564	179	543	239	2 525
Part en %	61,9%	7,1%	21,5%	9,5%	100%
Au 31 mars 2003	1 464	150	510	272	2 397
Part en %	61,1%	6,3%	21,3%	11,3%	100%

Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	100	28	33	-33	128
Variation en %	6,8%	18,9%	6,4%	-12,1%	5,4%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	102	16	-51	-18	49
Variation en %	7,5%	12,1%	-9,0%	-6,2%	2,1%

1. L'évolution financière

1.2.5 Epargne à long terme²

Les placements à long terme ont continué de progresser de manière soutenue au cours du premier trimestre 2004 pour atteindre 2 519 millions d'euros, en hausse de + 17,4 % en rythme annuel sur le trimestre (+ 25,6 % le trimestre précédent). Ces placements enregistrent leur sixième trimestre de progression depuis le point bas de septembre 2002.

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Progression en rythme annuel				
Année 2001	0,5%	4,7%	-14,0%	14,0%
Année 2002	4,1%	-7,0%	-4,4%	15,6%
Année 2003	6,8%	11,6%	7,1%	25,6%
Année 2004	17,3%			

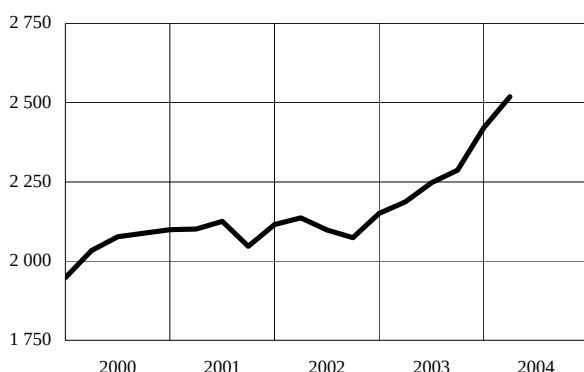
	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Variations trimestrielles en glissement annuel				
	3,3%	2,3%	-2,0%	0,8%
	1,7%	-1,3%	1,3%	1,7%
	2,4%	7,1%	10,2%	12,5%
	15,2%			

Les plus fortes progressions sont enregistrées par les placements en OPCVM titres (+ 41,7 % en rythme annuel sur le trimestre) et par les placements en actions (+ 33,4 % en rythme annuel). Les encours d'assurance-vie enregistrent une hausse de + 16,7 % en rythme annuel au premier trimestre, et les plans d'épargne logement de + 13,8 % sur la même période. Les obligations détenues en portefeuille par les agents économiques réunionnais ne progressent que de + 4,7 % en rythme annuel sur le trimestre.

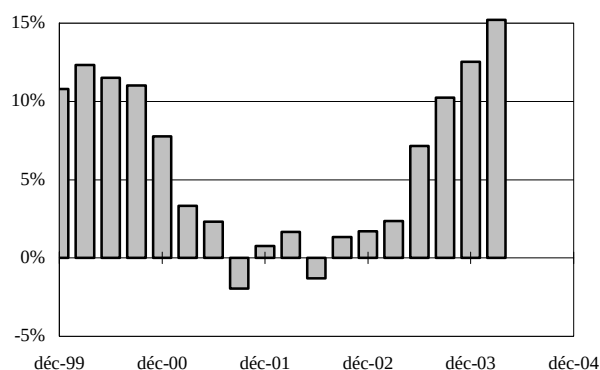
Evolution de l'épargne à long terme

Epargne à long terme

En millions d'euros

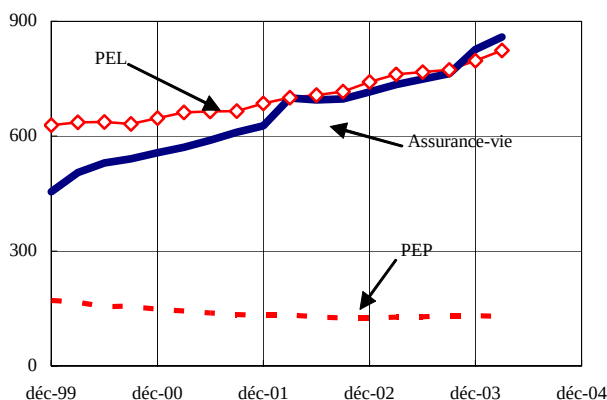


Variations trimestrielles en glissement annuel



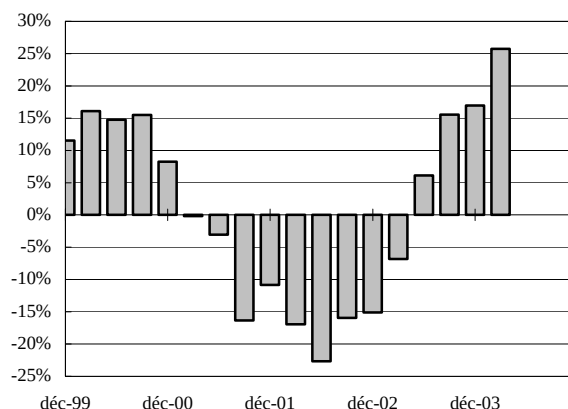
PEL-PEP-Assurance-vie

En millions d'euros



Placements boursiers

Variations trimestrielles en glissement annuel



² La collecte des statistiques relatives à l'épargne à long terme des agents résidant dans le département présente quelques difficultés susceptibles d'affecter les résultats et l'analyse. Les chiffres présentés ci-après n'incluent en effet que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne tiennent pas compte des données relatives aux contrats souscrits auprès des compagnies d'assurance. Les données obtenues permettent toutefois d'estimer les montants investis par les résidents à la Réunion sous forme de placements longs

Répartition de l'épargne à long terme par catégorie de placement

	Actions et obligations	OPCVM titres	PEL - PEP *	Autres actifs **	Total
En millions d'euros					
Au 31 mars 2004	342	358	953	866	2 519
Part en %	13,6%	14,2%	37,8%	34,4%	100%
Au 31 mars 2003	285	272	890	740	2 187
Part en %	13,0%	12,4%	40,7%	33,9%	100%

* Plans d'épargne-logement (PEL) et plans d'épargne populaire (PEP)

** inclut principalement les contrats d'assurance-vie

Evolution en glissement annuel

	Actions et obligations	OPCVM titres	PEL - PEP	Autres actifs	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	57	87	63	126	332
Variation en %	19,8%	32,0%	7,1%	17,0%	15,2%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	-23	-18	56	35	50
Variation en %	-7,4%	-6,1%	6,8%	4,9%	2,4%

Répartition de l'épargne à long terme par agent économique

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 31 mars 2004	2 005	153	187	174	2 519
Part en %	79,6%	6,1%	7,4%	6,9%	100%
Au 31 mars 2003	1 782	119	131	155	2 187
Part en %	81,5%	5,4%	6,0%	7,1%	100%

Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	223	34	56	19	332
Variation en %	12,5%	28,6%	42,4%	12,5%	15,2%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	39	1	26	-15	50
Variation en %	2,2%	0,5%	24,5%	-8,7%	2,4%

1. L'évolution financière

1.2.6 Données historiques sur l'épargne collectée

Répartition de l'épargne collectée par catégorie de placements

	12-00	12-01	03-02	06-02	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04
<i>En millions d'euros</i>											
Dépôts à vue	1 544	1 844	1 784	1 775	1 837	1 924	1 864	1 902	1 995	2 234	2 078
Placements liquides	2 050	2 270	2 347	2 332	2 289	2 356	2 397	2 506	2 586	2 403	2 518
(dt) Livrets 'A'	368	400	423	430	433	448	460	463	451	456	470
(dt) Livrets ordinaires	399	434	446	453	462	475	504	518	540	552	573
(dt) Livrets jeunes	23	21	26	27	26	28	30	30	31	32	32
(dt) Livrets d'épargne populaire	66	76	75	79	80	83	86	88	94	98	104
(dt) Codevi	106	116	122	125	128	131	139	142	143	145	149
(dt) Livrets d'épargne logement	162	175	183	190	194	196	205	208	209	209	216
(dt) Dépôts à terme	392	437	397	392	368	385	332	326	355	371	359
(dt) Bons de caisse	58	60	67	63	64	55	36	48	52	44	43
(dt) Certificats de dépôt	240	241	227	206	194	222	198	220	224	149	146
(dt) OPCVM monétaires	235	311	380	367	341	331	407	461	487	348	426
Placements à long terme	2 099	2 115	2 137	2 098	2 074	2 151	2 187	2 248	2 286	2 420	2 519
(dt) Plans d'épargne logement	647	686	701	708	716	741	762	767	773	798	824
(dt) Plans d'épargne populaire	147	133	133	128	125	126	128	128	131	131	129
(dt) Autres comptes d'épargne	4	6	6	6	6	5	5	8	7	7	7
(dt) OPCVM titres	377	355	289	267	252	273	272	294	299	329	358
(dt) Actions en portefeuille	366	119	124	113	89	102	97	115	114	131	141
(dt) Obligations en portefeuille		189	184	181	189	188	188	186	200	199	201
(dt) Assurance-vie	556	627	700	694	697	715	735	749	763	827	859
Total	5 693	6 229	6 268	6 205	6 200	6 431	6 448	6 655	6 868	7 058	7 115

Répartition de l'épargne collectée par agents économiques

	12-00	12-01	03-02	06-02	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04
<i>En millions d'euros</i>											
Particuliers	3 506	3 813	3 928	3 989	3 971	4 117	4 085	4 196	4 258	4 424	4 464
Entrepreneurs individuels	400	444	446	406	458	448	475	478	500	537	567
Sociétés non financières	1 106	1 301	1 243	1 191	1 214	1 319	1 239	1 358	1 469	1 538	1 470
Sociétés d'assurance	165	184	182	173	173	157	165	159	164	190	178
Administrations privées	404	406	377	359	297	314	367	360	369	267	318
Administrations publiques	41	10	13	12	18	18	11	12	12	16	18
Adm. de Sécurité Sociale	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Autres agents	71	70	78	74	67	58	104	91	95	86	100
Total	5 693	6 229	6 268	6 205	6 200	6 431	6 448	6 655	6 868	7 058	7 115

1. L'évolution financière

1.3 Les passifs financiers de la clientèle non financière

Cette partie analyse d'abord l'ensemble des prêts consentis aux agents économiques par les établissements de crédit et assimilés, puis distingue les concours consentis par les établissements locaux et ceux consentis par les établissements non installés localement.

1.3.1 Ensemble des concours consentis

L'encours des crédits consentis aux agents économiques réunionnais par l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non installés dans le département) atteint 10,1 milliards d'euros¹ au 31 mars 2004, en progression de + 7,2 % sur les douze derniers mois (contre + 7,9 % à la fin du trimestre précédent). Après la forte croissance des encours constatée au quatrième trimestre 2003 (+ 17,3 % en rythme annuel), le premier trimestre 2004 marque une pause dans l'évolution de l'offre totale de crédit (-0,5% en rythme annuel), principalement imputable aux établissements non installés à la Réunion.

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Progression en rythme annuel				
Année 2001	-1,7%	1,9%	6,6%	11,5%
Année 2002	-0,1%	1,5%	5,0%	8,8%
Année 2003	2,0%	4,3%	8,6%	17,3%
Année 2004	-0,5%			

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Variations trimestrielles en glissement annuel				
	5,7%	5,0%	4,6%	4,5%
	4,9%	4,8%	4,4%	3,7%
	4,3%	5,0%	5,9%	7,9%
	7,2%			

Les crédits consentis aux particuliers demeurent dynamiques au cours du premier trimestre 2004 (+ 7,9 % en rythme annuel après + 20,2 % au quatrième trimestre 2003) à l'inverse des crédits consentis aux sociétés non financières qui régressent sensiblement au premier trimestre 2004 (-4,9% en rythme annuel à comparer à une progression de + 13,1 % au quatrième trimestre 2003).

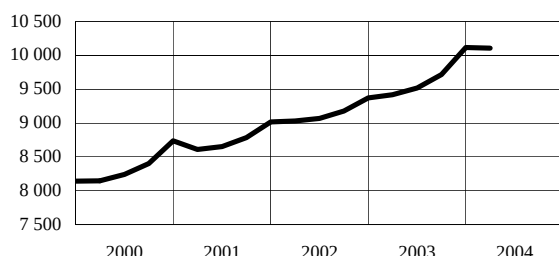
Les crédits à l'habitat sont la seule forme de concours qui continue de progresser au cours du premier trimestre 2004 (+ 5,0 % en rythme annuel après + 16,3 % au quatrième trimestre 2003), tandis qu'en rythme annuel, les crédits de trésorerie diminuent de - 1,9 % et les crédits d'équipement de - 3,9 %.

Le **risque** de place de la Réunion (créances douteuses brutes sur encours bruts des crédits) ressort à 4,7 % au 31 mars 2004, inchangé par rapport au trimestre précédent mais en sensible baisse par rapport à la situation observée douze mois auparavant (5,3 % au 31 mars 2003).

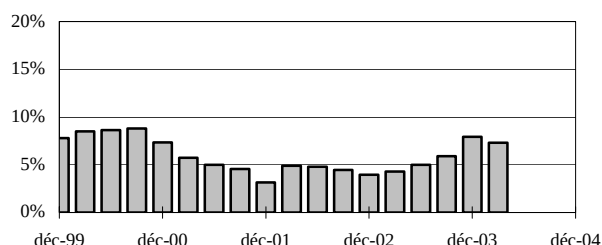
Evolution des concours consentis par les établissements de crédit

Ensemble des concours consentis par les établissements de crédit

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel



¹ Non compris les crédits titrisés qui pour mémoire représentent un encours de 48 millions d'euros à fin décembre 2003. La titrisation est une technique financière qui permet la transformation de créances en titres destinés à être cédés à des investisseurs. Cette opération s'effectue via un fonds commun de créances qui reçoit les paiements effectués par les emprunteurs initiaux et dont les parts négociables sont émises dans des conditions adaptées aux besoins des marchés financiers. Elle présente l'intérêt d'être à la fois une source de financement et un outil de gestion de bilan pour les établissements de crédit qui la mettent en place.

1. L'évolution financière

Concours consentis par les établissements de crédit par catégorie de crédit

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat (1)	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
En millions d'euros								
Au 31 mars 2004	1 675	125	2 572	4 610	477	552	89	10 100
Part en %	16,6%	1,2%	25,5%	45,6%	4,7%	5,5%	0,8%	100%
Au 31 mars 2003	1 518	124	2 412	4 254	497	531	82	9 418
Part en %	16,1%	1,3%	25,6%	45,2%	5,3%	5,6%	0,8%	100%

(1) n'inclut pas les opérations de titrisation

Evolution en glissement annuel

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003								
En millions d'euros	157	1	160	355	-19	22	7	682
Variation en %	10,3%	0,8%	6,6%	8,4%	-3,9%	4,1%	8,5%	7,2%
Variation 2003 / 2002								
En millions d'euros	79	-12	85	278	-13	-23	-7	386
Variation en %	5,5%	-9,1%	3,6%	7,0%	-2,6%	-4,1%	-7,8%	4,3%

Concours consentis par les établissements de crédit par agent économique

	Particuliers (1)	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 31 mars 2004	3 651	801	4 401	1 247	10 100
Part en %	36,1%	7,9%	43,6%	12,3%	100%
Au 31 mars 2003	3 283	722	4 221	1 192	9 418
Part en %	34,9%	7,7%	44,8%	12,7%	100%

(1) n'inclut pas les opérations de titrisation

Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	368	79	180	55	682
Variation en %	11,2%	11,0%	4,3%	4,6%	7,2%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	237	19	185	-56	386
Variation en %	7,8%	2,7%	4,6%	-4,5%	4,3%

1. L'évolution financière

1.3.2 Concours consentis par les Etablissements de crédit locaux

L'encours des crédits consentis par les établissements de crédit locaux atteint 7,2 milliards d'euros à fin mars 2004, en progression de + 1,0 % en rythme annuel sur le premier trimestre, et de + 10,3 % en glissement sur douze mois. Une telle évolution au premier trimestre, traditionnellement en retrait suite aux périodes de fin d'année toujours dynamiques, traduit le maintien d'une activité bancaire soutenue, d'autant plus que le taux annualisé de progression des encours au quatrième trimestre 2003 s'était établi à + 23,6 %, son plus haut niveau des trois dernières années.

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Progression en rythme annuel				
Année 2001	-3,8%	3,0%	9,8%	15,9%
Année 2002	0,0%	2,3%	8,3%	14,8%
Année 2003	-0,4%	7,7%	10,3%	23,6%
Année 2004	1,0%			

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Variations trimestrielles en glissement annuel				
	8,0%	6,8%	6,4%	6,0%
	7,0%	6,8%	6,4%	6,2%
	6,1%	7,5%	8,0%	10,0%
	10,3%			

Par rapport à fin décembre 2003, seuls les encours des crédits à l'habitat continuent de progresser (+ 8,8 % en rythme annuel au premier trimestre), tandis que l'ensemble des autres formes de concours demeurent stables, voire diminuent, à l'image des financements du cycle d'exploitation des entreprises. Ainsi, le marché des particuliers tire la croissance du secteur avec une hausse des encours de + 8,2 % en rythme annuel au premier trimestre, tandis que les crédits aux entreprises sont en retrait (-7,0 % sur la même période en taux annualisé).

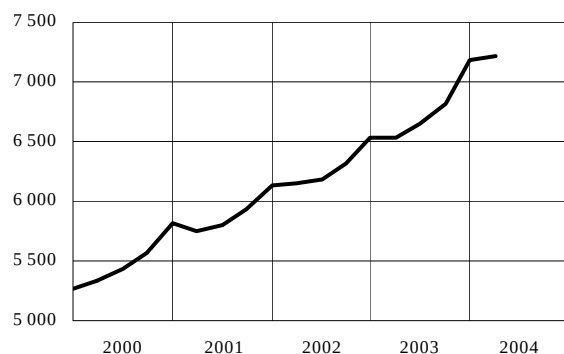
S'agissant du financement de l'habitat, il convient de signaler la contraction des encours des prêts d'épargne logement (- 12,4 % sur les douze derniers mois après - 6,6 % de mars 2002 à mars 2003) et ceci, malgré l'engouement que continuent de rencontrer les placements sous forme de plans et livrets d'épargne logement. En effet, dans le contexte actuel de taux de marché faibles, les taux d'intérêts servis constituent encore un placement attractif tandis que ceux applicables aux prêts immobiliers assortis sont moins concurrentiels. Ainsi, les prêts épargne logement représentent 5,2 % des encours totaux de crédits à l'habitat consentis aux particuliers, contre 7,8 % en mars 2002 et 11,3 % en mars 2000. Les prêts à taux zéro ne constituent pas encore une proportion importante des crédits à l'habitat (4,1 % en mars 2004 contre 3,1 % en mars 2000) même s'ils progressent assez sensiblement (+ 9,7 % entre mars 2003 et mars 2004 après + 14,3 % entre mars 2002 et mars 2003).

En terme de **sinistralité**, le montant des créances douteuses brutes a légèrement progressé sur les trois premiers mois de l'année 2004, s'établissant à 457 millions d'euros contre 455 millions d'euros en décembre 2003. Elles représentent une proportion de 6,3 % des encours bruts totaux à fin mars 2004 (inchangé par rapport à décembre 2003), en forte baisse par rapport à mars 2003 (7,3 %).

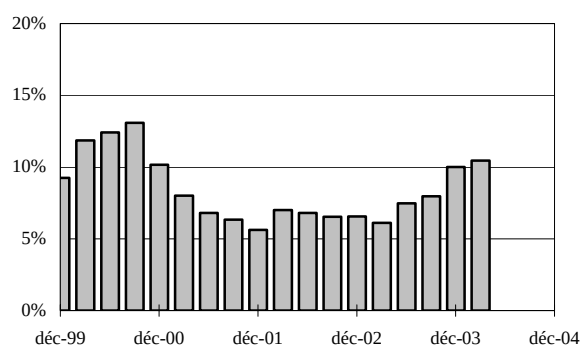
Evolution des concours consentis par les Etablissements de crédit locaux

Concours consentis par les EC locaux

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel



1. L'évolution financière

Concours consentis par catégorie de crédit (EC locaux)

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat (1)	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
En millions d'euros								
Au 31 mars 2004	1 626	125	1 842	2 532	457	535	89	7 206
Part en %	22,6%	1,7%	25,6%	35,1%	6,3%	7,4%	1,1%	100%
Au 31 mars 2003	1 464	124	1 677	2 198	475	510	82	6 530
Part en %	22,4%	1,9%	25,7%	33,7%	7,3%	7,8%	1,3%	100%

(1) n'inclut pas les opérations de titrisation

Evolution en glissement annuel

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003								
En millions d'euros	162	1	164	334	-18	25	7	676
Variation en %	11,1%	0,8%	9,8%	15,2%	-3,8%	5,0%	8,5%	10,3%
Variation 2003 / 2002								
En millions d'euros	75	-12	111	228	-1	-17	-7	376
Variation en %	5,4%	-9,1%	7,1%	11,5%	-0,3%	-3,3%	-7,8%	6,1%

Concours consentis par agent économique (EC locaux)

	Particuliers (1)	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 31 mars 2004	3 314	797	2 614	481	7 206
Part en %	46,0%	11,1%	36,3%	6,7%	100%
Au 31 mars 2003	2 971	717	2 418	424	6 530
Part en %	45,5%	11,0%	37,0%	6,5%	100%

(1) n'inclut pas les opérations de titrisation

Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	344	79	195	57	676
Variation en %	11,6%	11,1%	8,1%	13,5%	10,3%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	217	21	144	-6	376
Variation en %	7,9%	3,0%	6,3%	-1,3%	6,1%

1. L'évolution financière

1.3.3 Concours consentis par les Etablissements de crédit non installés localement

Le montant **des concours accordés** aux agents résidant à la Réunion **par les établissements de crédit hors zone**² s'élève à 2 894 millions d'euros à fin mars 2004, en baisse de - 4,2 % en rythme annuel sur le premier trimestre et en quasi stagnation sur 12 mois (+ 0,2 %). La part des concours consentis par les établissements de crédit non installés localement représente ainsi 28,7 % de l'ensemble des crédits accordés à la Réunion contre 31,9 % en mars 2002 (et 34,6 % en mars 2000).

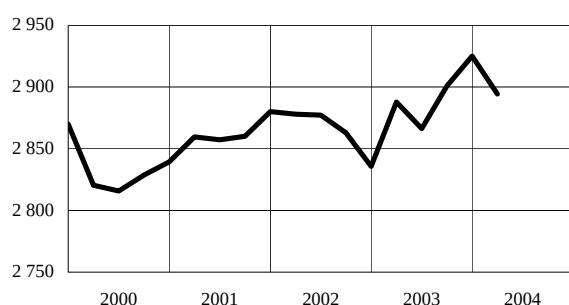
Ces concours concernent majoritairement les sociétés non financières (61,8 % des concours hors zone, en recul de - 1,8 % en rythme annuel au premier trimestre), et les administrations publiques (24,8 % des concours hors zone, en baisse de - 12,3 % en rythme annuel sur le premier trimestre). Les interventions des établissements hors zone sont spécialisées dans le domaine de l'habitat (71,8 % des concours au 31 mars 2004), principalement en direction des sociétés non financières, et des crédits à l'équipement (25,2 %), principale composante de l'endettement hors zone des administrations publiques.

Le niveau du risque reste faible (0,7 % de créances compromises brutes rapportées au total).

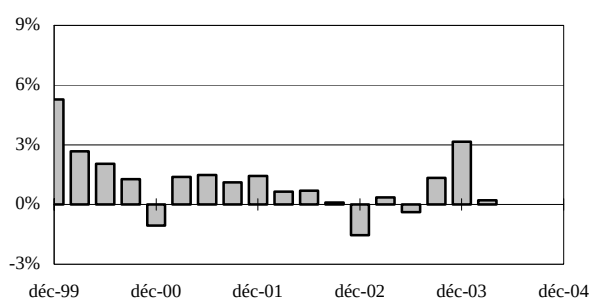
Evolution des concours consentis (EC non installés localement)

Concours consentis par les EC installés hors du département

en millions d'euros

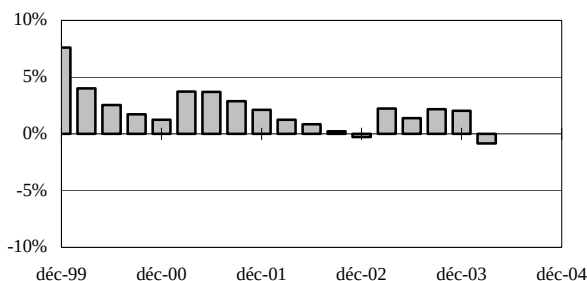


Variations trimestrielles en glissement annuel



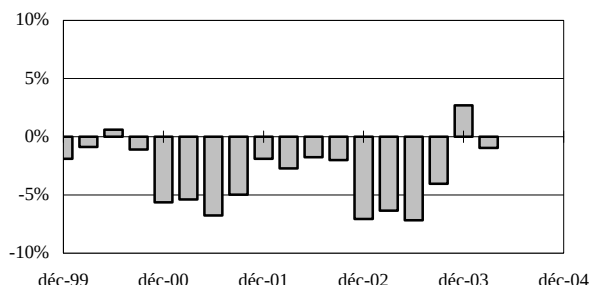
Crédits aux entreprises

Variations trimestrielles en glissement annuel



Crédits aux administrations publiques

Variations trimestrielles en glissement annuel



² Caisse des Dépôts et Consignations, Agence française de Développement, Dexia-Crédit local de France, Crédit foncier de France, Natexis-Banques populaires, Caisse d'Aide sociale de l'Education nationale (CASDEN-Banque populaire) et Banque européenne d'investissement.

1. L'évolution financière

Concours consentis par catégorie de crédit (EC non installés localement)

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
En millions d'euros								
Au 31 mars 2004	49	0	730	2 078	20	17	0	2 894
Part en %	1,7%	–	25,2%	71,8%	0,7%	0,6%	–	100%
Au 31 mars 2003	54	0	735	2 056	22	21	0	2 888
Part en %	1,9%	–	25,5%	71,2%	0,8%	0,7%	–	100%

Evolution en glissement annuel

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003								
En millions d'euros	-5	–	-5	22	-2	-4	–	6
Variation en %	-9,7%	–	-0,6%	1,0%	-7,0%	-18,4%	–	0,2%
Variation 2003 / 2002								
En millions d'euros	3	–	-27	50	-12	-5	–	10
Variation en %	6,8%	–	-3,5%	2,5%	-35,2%	-20,3%	–	0,3%

Concours consentis par agent économique (EC non installés localement)

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 31 mars 2004	337	4	1 787	766	2 894
Part en %	11,6%	0,1%	61,8%	26,5%	100%
Au 31 mars 2003	313	4	1 803	768	2 888
Part en %	10,8%	0,2%	62,4%	26,6%	100%

Evolution en glissement annuel

En millions d'euros	24	NS	-15	-3	6
Variation en %	7,7%	-1,4%	-0,8%	-0,3%	0,2%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	21	-2	41	-50	10
Variation en %	7,1%	-26,3%	2,3%	-6,1%	0,3%

1. L'évolution financière

1.3.4 Données historiques sur les concours distribués

Par l'ensemble des établissements de crédit

Evolution des concours consentis par catégorie de crédit

	12-00	12-01	03-02	06-02	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04
<i>En millions d'euros</i>											
Crédits de trésorerie	1 327	1 402	1 439	1 410	1 437	1 521	1 518	1 520	1 560	1 683	1 675
(dt) Ventes à tempérament	444	502	527	533	535	533	537	541	545	578	596
(dt) Prêts personnels	479	485	474	476	480	492	492	505	523	548	557
Créances commerc.	156	151	136	151	140	140	124	131	137	138	125
Crédits à l'équip.	2 301	2 319	2 328	2 354	2 371	2 391	2 412	2 432	2 518	2 597	2 572
Crédits à l'habitat	3 780	3 950	3 977	4 023	4 089	4 203	4 254	4 300	4 384	4 554	4 610
(dt) Prêts d'épargne log.	138	124	121	118	116	116	113	110	106	103	99
(dt) Prêts à taux zéro	51	62	63	65	68	70	72	74	76	78	79
Créances douteuses brutes	477	498	510	498	499	487	497	503	500	478	478
Cptes ordinaires débiteurs	218	255	235	216	213	198	176	185	174	165	171
Crédit bail	152	183	183	193	198	200	202	204	210	236	241
Affacturage	18	19	17	18	27	39	39	46	53	62	51
Autres crédits	133	166	118	119	116	114	114	95	95	102	89
Clientèle diverse	86	91	89	84	87	78	82	102	88	98	89
Total	8 648	9 035	9 032	9 067	9 178	9 373	9 418	9 519	9 718	10 112	10 100

Evolution des concours consentis par agents économiques

	12-00	12-01	03-02	06-02	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04
<i>En millions d'euros</i>											
Particuliers	2 777	3 071	3 046	3 083	3 143	3 261	3 283	3 331	3 421	3 582	3 651
(dt) Consommation	995	1 112	1 102	1 103	1 114	1 166	1 158	1 168	1 192	1 265	1 281
(dt) Crédits à l'habitat	1 646	1 758	1 775	1 813	1 861	1 929	1 960	2 000	2 058	2 147	2 185
Entrepreneurs individuels	733	698	703	713	717	738	722	722	739	792	801
(dt) Exploitation	107	121	123	122	121	121	116	118	126	128	137
(dt) Investissement	227	228	217	220	224	230	229	214	213	217	207
Sociétés non financières	3 930	4 024	4 036	4 020	4 072	4 166	4 221	4 233	4 321	4 456	4 401
(dt) Exploitation	733	729	698	671	683	724	697	680	699	757	708
(dt) Investissement	1 063	1 076	1 083	1 097	1 118	1 165	1 196	1 227	1 283	1 324	1 321
(dt) Crédits à l'habitat	1 846	1 917	1 925	1 928	1 934	1 950	1 974	1 970	1 991	2 017	2 031
Sociétés d'assurance	14	29	11	6	6	3	2	2	3	3	14
Administrations privées	38	37	41	42	39	46	38	41	43	55	45
Administrations publiques	1 021	1 035	1 054	1 062	1 056	1 033	1 020	1 038	1 039	1 061	1 033
Adm. de Sécurité Sociale	49	50	55	56	57	47	50	50	64	65	67
Clientèle diverse	86	91	89	84	87	78	82	102	88	98	89
Total	8 648	9 035	9 032	9 067	9 178	9 373	9 418	9 519	9 718	10 112	10 100

1. L'évolution financière

Par les établissements de crédit locaux

Evolution des concours consentis par catégorie de crédit

	12-00	12-01	03-02	06-02	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04
<i>En millions d'euros</i>											
Crédits de trésorerie	1 285	1 353	1 388	1 360	1 394	1 470	1 464	1 474	1 510	1 624	1 626
(dt) Ventes à tempérament	431	488	513	518	520	518	521	525	528	561	578
(dt) Prêts personnels	450	455	446	449	453	464	464	479	496	520	530
Créances commerc.	156	151	136	151	140	140	124	131	137	138	125
Crédits à l'équip.	1 508	1 553	1 566	1 591	1 618	1 686	1 677	1 711	1 772	1 845	1 842
Crédits à l'habitat	1 844	1 949	1 971	2 014	2 072	2 167	2 198	2 246	2 321	2 479	2 532
(dt) Prêts d'épargne log.	138	124	121	118	116	116	113	110	106	103	99
(dt) Prêts à taux zéro	51	62	63	65	68	70	72	74	76	78	79
Créances douteuses brutes	440	462	476	468	473	465	475	478	477	455	457
Cptes ordinaires débiteurs	218	255	235	216	213	198	176	185	174	165	171
Crédit bail	152	183	183	193	198	200	202	204	210	236	241
Affacturage	18	19	17	18	27	39	39	46	53	62	51
Autres crédits	101	138	92	94	93	93	94	75	76	85	72
Clientèle diverse	86	91	89	84	87	78	82	102	88	98	89
Total	5 809	6 155	6 154	6 189	6 315	6 537	6 530	6 652	6 817	7 187	7 206

Evolution des concours consentis par agents économiques

	12-00	12-01	03-02	06-02	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04
<i>En millions d'euros</i>											
Particuliers	2 510	2 783	2 754	2 787	2 845	2 952	2 971	3 013	3 097	3 249	3 314
(dt) Consommation	953	1 068	1 058	1 060	1 071	1 122	1 115	1 125	1 148	1 220	1 236
(dt) Crédits à l'habitat	1 429	1 524	1 537	1 570	1 614	1 673	1 700	1 735	1 788	1 869	1 904
Entrepreneurs individuels	727	692	697	707	711	734	717	718	735	788	797
(dt) Exploitation	107	121	123	122	121	121	116	118	126	128	137
(dt) Investissement	227	227	217	219	223	230	229	214	213	217	207
Sociétés non financières	2 204	2 262	2 274	2 264	2 323	2 407	2 418	2 451	2 533	2 662	2 614
(dt) Exploitation	731	723	690	663	682	715	685	676	692	742	703
(dt) Investissement	1 034	1 054	1 061	1 076	1 095	1 134	1 142	1 177	1 237	1 281	1 275
(dt) Crédits à l'habitat	169	201	210	214	222	237	243	250	262	285	297
Sociétés d'assurance	14	29	10	6	6	1	1	1	1	1	12
Administrations privées	31	30	34	36	33	40	33	35	38	49	40
Administrations publiques	230	258	281	289	291	312	296	319	305	320	316
Adm. de Sécurité Sociale	7	10	15	17	18	13	13	12	20	20	25
Clientèle diverse	86	91	89	84	87	78	82	102	88	98	89
Total	5 809	6 155	6 154	6 189	6 315	6 537	6 530	6 652	6 817	7 187	7 206

1. L'évolution financière

Par les établissements de crédit non installés localement

Evolution des concours consentis par catégorie de crédit

	12-00	12-01	03-02	06-02	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04
<i>En millions d'euros</i>											
Crédits de trésorerie	42	49	51	50	43	51	54	46	51	59	49
(dt) Ventes à tempérament	13	14	14	15	15	15	16	16	17	18	18
(dt) Prêts personnels	28	30	29	27	27	28	27	27	27	28	27
Créances commerc.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédits à l'équip.	793	767	762	763	754	706	735	721	746	752	730
Crédits à l'habitat	1 936	2 001	2 006	2 009	2 017	2 036	2 056	2 053	2 063	2 074	2 078
(dt) Prêts d'épargne log.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
(dt) Prêts à taux zéro	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances douteuses brutes	37	36	34	30	26	22	22	25	23	23	20
Cptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédit bail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Affacturage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres crédits	32	27	26	25	24	21	21	20	19	17	17
Total	2 839	2 880	2 878	2 877	2 863	2 836	2 888	2 866	2 901	2 925	2 894

Evolution des concours consentis par agents économiques

	12-00	12-01	03-02	06-02	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04
<i>En millions d'euros</i>											
Particuliers	268	289	292	296	299	309	313	318	324	333	337
(dt) Consommation	42	44	44	43	43	43	43	43	44	45	45
(dt) Crédits à l'habitat	217	234	238	243	248	256	260	264	270	278	281
Entrepreneurs individuels	6	6	6	6	6	5	4	4	4	4	4
(dt) Exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
(dt) Investissement	0	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0
Sociétés non financières	1 726	1 762	1 762	1 756	1 749	1 759	1 803	1 782	1 788	1 795	1 787
(dt) Exploitation	2	6	8	8	1	9	12	4	8	15	5
(dt) Investissement	29	22	22	22	23	31	53	49	46	43	45
(dt) Crédits à l'habitat	1 677	1 716	1 715	1 715	1 712	1 714	1 731	1 720	1 728	1 732	1 735
Sociétés d'assurance	0	0	0	0	0	2	2	2	2	2	2
Administrations privées	7	6	6	6	6	6	6	5	5	6	6
Administrations publiques	791	776	773	774	765	721	724	718	734	741	717
Adm. de Sécurité Sociale	42	40	39	39	39	34	37	37	44	45	41
Total	2 839	2 880	2 878	2 877	2 863	2 836	2 888	2 866	2 901	2 925	2 894

1. L'évolution financière

1.4 Position extérieure nette du système bancaire local

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission de ces mêmes établissements.

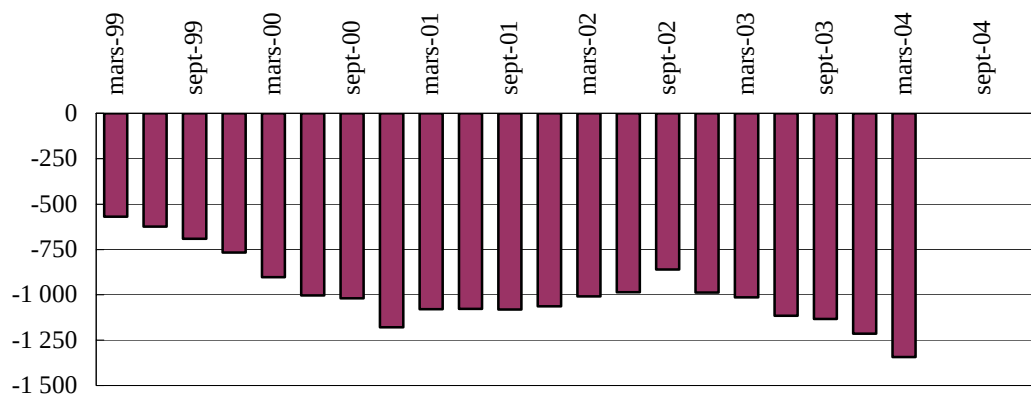
Le système bancaire réunionnais, dont les ressources locales sont insuffisantes en regard du niveau des crédits octroyés, est dans l'obligation de trouver des financements extérieurs, ce qui se traduit par une **position extérieure nette structurellement déficitaire**. Le recours indirect au marché interbancaire métropolitain est de surcroît impératif pour certains établissements (les sociétés financières et les institutions financières spécialisées) qui ne peuvent légalement collecter des dépôts à vue auprès du public.

Au premier trimestre 2004, la dégradation de la position extérieure nette des établissements de crédit locaux s'est poursuivie, atteignant - 1 343 millions d'€ contre -1 214 millions d'€ en décembre 2003. Cette tendance à la baisse est continue depuis septembre 2002 et résulte de la progression des encours de crédits associée à celle de l'épargne boursière (OPCVM, actions et obligations). Le déficit extérieur du système bancaire local représente 18,6 % du total des concours souscrits par les agents économiques réunionnais auprès d'établissements locaux au 31/03/2004 contre 15,5 % un an plus tôt.

	Avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux (A)		Engagements hors zone d'émission des établissements de crédit locaux (B)		Position extérieure nette du système bancaire local (A) - (B)	
	mars-03	mars-04	mars-03	mars-04	mars-03	mars-04
En millions d'euros	1 260	1 197	2 273	2 540	-1 013	-1 343

millions d'€

Position nette extérieure



2. *Rappel des taux*

2. Rappel des taux

2.1 Taux du marché

2.1.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire

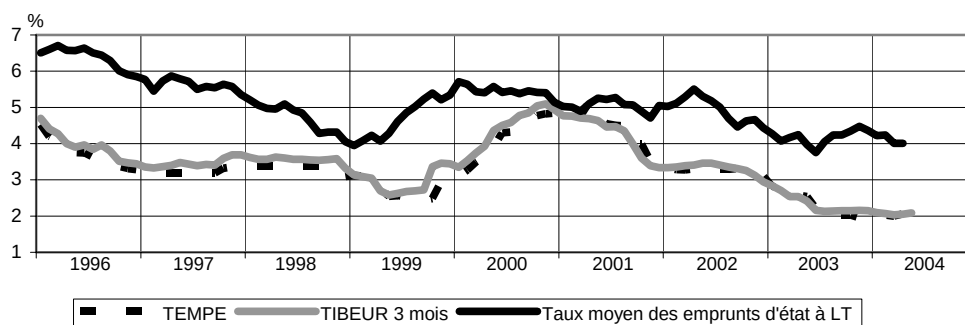
Le premier semestre de l'année 2004 n'a enregistré aucune modification des taux directeurs de la Banque centrale européenne (BCE). Ceux-ci demeurent inchangés depuis juin 2003 à 2,0 % pour le taux de soumission minimal appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (REPO), 3,0 % pour le taux de la facilité de prêt marginal et 1,0 % pour celui de la facilité de dépôt.

Depuis le mois de juillet 2003, les taux du marché monétaire oscillent autour de 2 %. Toutefois, une légère remontée est observée pour les échéances à plus d'un mois des taux TIBEUR.

Les taux d'intérêt à long terme, qui avaient enregistré un renchérissement entre juillet et novembre 2003 (+ 0,43 point pour le taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme), se sont détendus depuis décembre 2003 pour revenir à 4,01% en avril et mai 2004, proche de leurs minima de juin 2003 et janvier 1999.

	déc-97	déc-98	déc-99	déc-00	déc-01	déc-02	déc-03	mars-04	avr-04	mai-04
Taux moyen pondéré en euros (TEMPE ou EONIA)	3,3750%	3,0927%	3,0635%	4,8494%	3,3752%	3,0971%	2,0558%	1,9984%	2,0620%	2,0097%
Taux interbancaire offert en euro (TIBEUR ou EURIBOR) - 3 mois	3,691%	3,323% (1)	3,445%	4,933%	3,342%	2,942%	2,146%	2,029%	2,046%	2,086%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)	5,35%	4,05%	5,34%	5,14%	5,05%	4,43%	4,36%	4,01%	4,01%	

Evolution des principaux taux monétaires et obligataires



2.1.2 Taux de base bancaire

La baisse de 0,02 point du taux de base bancaire (TBB) pondéré des cinq banques locales observée en mars 2004, résulte uniquement de la réactualisation de la pondération, intervenant une fois par an au mois de mars. Cette pondération est calculée sur la base du total des opérations de crédits à la clientèle inscrites au bilan des établissements au 31 décembre. En réalité, le taux de référence de chaque banque est resté inchangé depuis décembre 2001. En métropole, le taux de base bancaire a suivi la même évolution et se situe à 6,60 %.

mars-97	mars-98	mars-99	mars-00	mars-01	mars-02	mars-03	sept-03	déc-03	mars-04	juin-04
8,21%	8,05%	7,62%	7,10%	7,86%	7,62%	7,59%	7,59%	7,59%	7,57%	7,57%

Nota : Ces chiffres sont établis à partir des taux de base des 5 banques locales (BFC-OI, BNP PARIBAS, BR, BRED-BP et CRCAMR) pondérés par les encours.

2. Rappel des taux

2.2 Taux d'intérêt légal

Aux termes de la loi n° 75-619 du 11 juillet 1975 modifiée par la loi du 23 juillet 1989, le taux de l'intérêt légal est fixé pour la durée de l'année civile. Il est égal à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à taux fixe à treize semaines. Ce taux est appliqué aux créances légales et conventionnelles lorsque aucun autre taux n'a été fixé par écrit. Il est aussi utilisé lorsqu'un contrat stipule son application en cas de non exécution d'une obligation ou retard dans l'exécution de celle-ci (sommes dues, rééchelonnement d'échéances, condamnation d'une décision de justice, etc.). Le taux d'intérêt légal pour l'année 2004 a été fixé à 2,27 % par décret du 13 février 2004.

Année 1990	Année 1991	Année 1992	Année 1993	Année 1994	Année 1995	Année 1996	Année 1997	Année 1998	Année 1999	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004
9,36%	10,26%	9,69%	10,40%	8,40%	5,82%	6,65%	3,87%	3,36%	3,47%	2,74%	4,26%	4,26%	3,29%	2,27%

2.3 Taux de l'usure

La loi pour l'initiative économique n°2003-721 du 1^{er} août 2003 a supprimé la notion de taux d'usure pour les prêts accordés aux personnes morales se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte. En matière de crédit professionnel, demeurent soumis à la réglementation sur l'usure les prêts aux entreprises n'ayant pas la personnalité morale telle que les entrepreneurs individuels personnes physiques.

2.3.1 Crédits aux particuliers

Seuils de l'usure applicable à compter de	juil-99	juil-00	juil-01	juil-02	juil-03	janv-04	avr-04	juil-04
Prêts immobiliers								
- Prêts à taux fixe	8,24%	8,64%	9,28%	8,07%	7,59%	6,88%	6,77%	6,67%
- Prêts à taux variable	7,87%	8,07%	9,08%	8,00%	7,04%	6,40%	6,11%	5,88%
- Prêts relais	8,83%	8,99%	9,61%	8,40%	7,76%	7,12%	7,04%	6,72%
Autres prêts								
- Prêts < ou = à 1.524 euros *	17,49%	18,81%	20,83%	20,99%	21,79%	21,25%	20,85%	20,73%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros *	16,25%	16,05%	17,24%	17,20%	17,52%	16,84%	16,52%	16,64%
- Prêts personnels et autres prêts > à 1.524 euros	11,23%	11,23%	11,85%	10,92%	10,63%	9,96%	9,60%	9,07%

* Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

2.3.2 Crédits aux entreprises

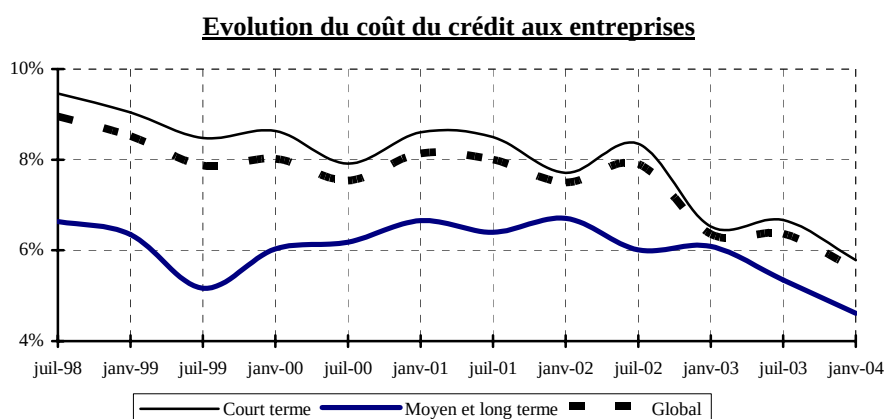
Seuils de l'usure	juil-99	juil-00	juil-01	juil-02	juil-03	janv-04	avr-04	juil-04
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,91%	9,40%	10,35%	9,81%	9,29%	8,72%	8,33%	8,40%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	7,07%	7,48%	8,48%	7,45%	7,20%	6,49%	6,33%	6,00%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	8,00%	8,05%	8,88%	8,15%	7,68%	6,79%	6,48%	6,41%
- Découverts en compte *	12,27%	12,59%	12,92%	12,45%	11,55%	11,19%	10,85%	10,73%
- Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à 2 ans	9,63%	9,91%	10,53%	10,59%	9,36%	8,73%	8,67%	7,73%

* Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois (P.F.D.M.).

2. Rappel des taux

2.4 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises¹

La dernière enquête sur le coût du crédit aux entreprises dans le département fait ressortir une sensible diminution des conditions débitrices moyennes appliquées par les établissements bancaires réunionnais sur le deuxième semestre de l'année 2003.



Le taux moyen pondéré global de l'ensemble des crédits octroyés aux entreprises à la Réunion atteint ainsi 5,59% en janvier 2004 contre 6,36% en juillet et janvier 2003, soit une baisse de 0,77 point. Par rapport à janvier 2002, la diminution du taux moyen pondéré global s'établit à 1,91 point et elle représente 2,55 points par rapport à janvier 2001.

	janv-00	juil-00	janv-01	juil-01	janv-02	juil-02	janv-03	juil-03	janv-04
Taux moyen pondéré global	8,02%	7,54%	8,14%	8,00%	7,50%	7,91%	6,36%	6,36%	5,59%

Cette baisse a aussi bien concerné les crédits à moyen et long terme (4,75% en janvier 2004 soit une diminution de 0,21 point sur le semestre) que les crédits à court terme (5,78% soit une réduction de 0,89 point du taux moyen pondéré des crédits à court terme par rapport à juillet 2003). Cette évolution est perceptible sur les différentes formes de concours à court terme, s'échelonnant de -0,77 point pour l'escompte commercial (5,58%) à -1,15% pour les autres crédits à court terme (4,23%).

En métropole, l'évolution des conditions débitrices à fin octobre 2003 a également été favorable. Par rapport à l'enquête de juillet 2003, les taux moyens observés pour les différentes catégories de crédits à court terme diminuent de -0,01 à -0,12 point, s'établissant en moyenne à 4,13% pour l'escompte commercial, 4,12% pour les découverts, 3,32% pour les autres crédits à court terme. Les crédits à moyen et long terme atteignent 4,10%, en baisse de 0,09 point.

¹ Enquête semestrielle menée par l'IEDOM auprès des cinq banques locales (Bfcoi, Bnp Paribas, Br, Bred-Bp et Crcamr)

en %

Taux moyens	01-00	07-00	01-01	07-01	01-02	07-02	01-03	07-03	01-04
Escompte									
. Réunion	8,83	8,06	8,76	8,39	7,90	9,39	6,40	6,34	5,58
. Métropole	5,41	5,90	6,13	5,90	5,14	5,11	4,82	4,14	4,13
Ecart	3,42	2,16	2,63	2,49	2,76	4,28	1,58	2,20	1,45
Découvert									
. Réunion	9,01	7,91	9,03	8,92	8,22	8,59	6,65	7,12	6,22
. Métropole	5,54	6,38	6,15	5,90	4,94	5,29	4,84	4,21	4,12
Ecart	3,47	1,53	2,88	3,02	3,28	3,30	1,81	2,91	2,10
Autres crédits à court terme									
. Réunion	6,84	7,48	7,05	7,48	5,94	6,15	6,32	5,37	4,23
. Métropole	4,68	5,15	5,33	5,22	4,11	4,11	3,88	3,44	3,32
Ecart	2,16	2,33	1,72	2,26	1,83	2,04	2,44	1,93	0,91
Crédits à moyen et long terme									
. Réunion	6,03	6,18	6,66	6,40	6,71	6,01	5,71	4,96	4,75
. Métropole	4,74	5,61	5,83	5,63	5,12	4,99	4,65	4,19	4,10
Ecart	1,29	0,57	0,83	0,77	1,59	1,02	1,06	0,77	0,65

Nota : Les derniers taux moyens disponibles pour la métropole (source Banque de France) correspondent à l'enquête d'octobre 2003.

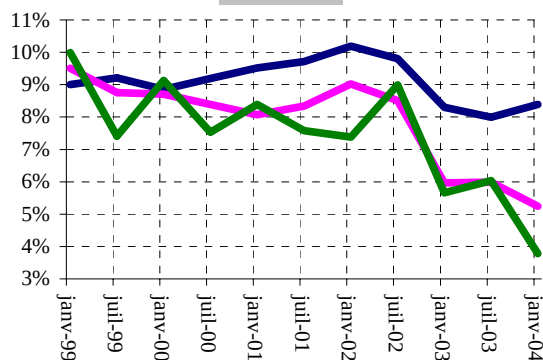
Les écarts de taux avec la métropole se sont sensiblement amenuisés par rapport aux deux enquêtes du mois de juillet 2003. Le niveau de ces écarts doit toutefois être apprécié avec prudence dans la mesure où les échantillons étudiés par la Banque de France incluent des crédits de montant plus importants et que ceux de l'IEDOM sont également plus limités, que ce soit en nombre d'établissements interrogés ou en nombre de concours analysés (de 300 à 700 déclarations par enquête contre près de 2.000 déclarations pour la Banque de France), malgré une durée d'enquête supérieure.

		Par tranches de montant en euros					Global (taux moyen)
		< 15 245	> 15 245 et < 45 735	> 45 735 et < 76 225	> 76 225 et < 304 898	> 304 898	
Escompte							
	Taux moyen	6,77%	8,39%	7,28%	5,24%	3,78%	5,58%
	minimum	3,66%	5,18%	2,98%	2,49%	2,73%	
	maximum	8,67%	8,67%	8,67%	8,67%	8,55%	
Découvert							
	Taux moyen	9,73%	9,78%	9,19%	7,36%	4,90%	6,22%
	minimum	2,33%	4,88%	4,33%	3,12%	3,12%	
	maximum	10,85%	10,80%	10,68%	10,68%	10,68%	
Autres court terme							
	Taux moyen	7,58%	5,92%	7,16%	4,94%	3,70%	4,23%
	minimum	3,13%	3,12%	3,20%	3,02%	3,09%	
	maximum	10,85%	10,85%	10,85%	10,20%	6,73%	
Moyen et long terme							
	Taux moyen	6,06%	5,29%	4,67%	4,72%	4,43%	4,75%
	minimum	5,00%	4,00%	3,83%	3,50%	4,00%	
	maximum	8,39%	7,22%	5,00%	6,33%	4,80%	
Taux global							
	Taux moyen	8,54%	7,59%	7,58%	5,62%	4,44%	5,59%
	minimum	2,33%	3,12%	2,98%	2,49%	2,73%	
	maximum	10,85%	10,85%	10,85%	10,68%	10,68%	

L'analyse des taux moyens pratiqués en fonction des tranches de montant de crédits accordés fait également apparaître la même évolution. Selon les tranches de montant de crédits, la réduction des taux observés s'échelonne de – 0,78 point (concours supérieurs à 304.898 euros) à – 1,61 point pour les concours compris entre 45.735 euros et 76.225 euros.

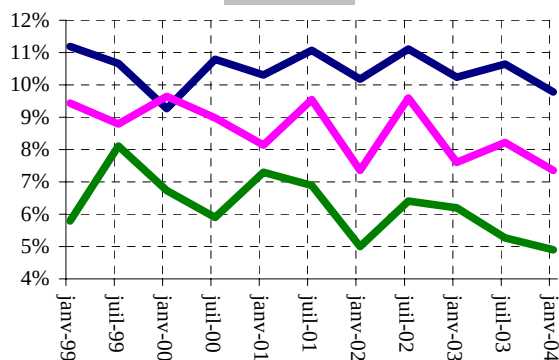
Les conditions débitrices observées à la Réunion pour les concours de montants élevés (supérieurs à 304.898 euros) sont très proches de celles ressortant de l'enquête de la Banque de France (3,68% pour l'escompte commercial, 3,54% pour les autres crédits à court terme et 4,17% pour les crédits à moyen et long terme contre respectivement 3,78%, 3,70% et 4,43%).

Escompte



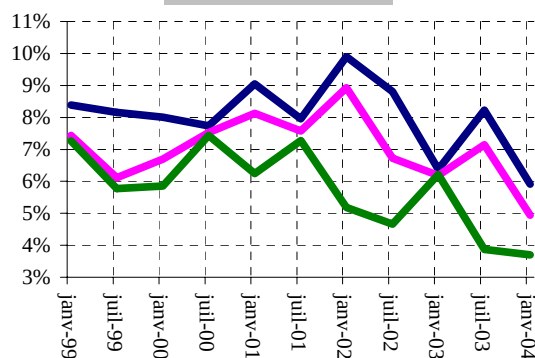
15 245 euros < Crédits < 45 735 euros
76 225 euros < Crédits < 304 898 euros
Crédits > 304 898 euros

Découvert



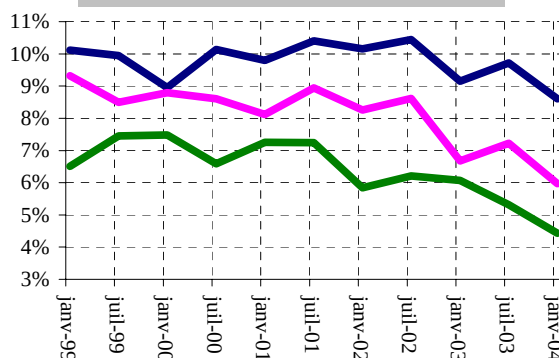
15 245 euros < Crédits < 45 735 euros
76 225 euros < Crédits < 304 898 euros
Crédits > 304 898 euros

Autres court terme



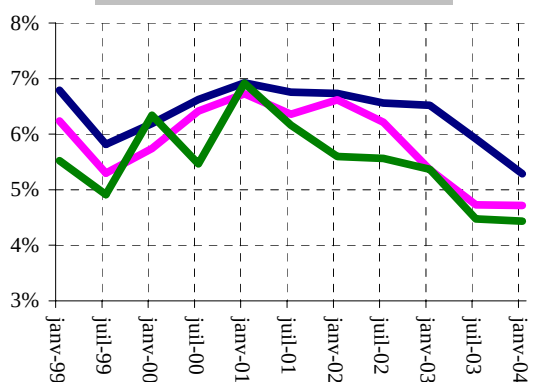
15 245 euros < Crédits < 45 735 euros
76 225 euros < Crédits < 304 898 euros
Crédits > 304 898 euros

Ensemble des crédits à court terme



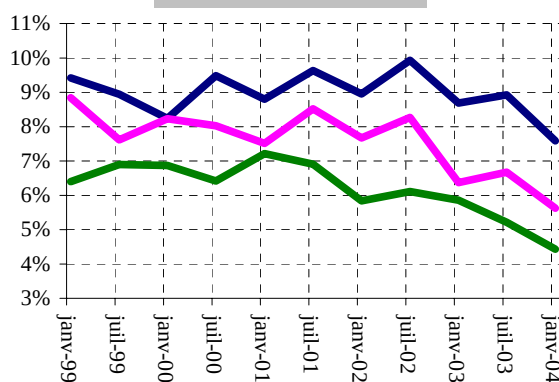
15 245 euros < Crédits < 45 735 euros
76 225 euros < Crédits < 304 898 euros
Crédits > 304 898 euros

Crédits à moyen et long terme



15 245 euros < Crédits < 45 735 euros
76 225 euros < Crédits < 304 898 euros
Crédits > 304 898 euros

Ensemble des Crédits



15 245 euros < Crédits < 45 735 euros
76 225 euros < Crédits < 304 898 euros
Crédits > 304 898 euros

3. *Monnaie Fiduciaire*

3. Monnaie Fiduciaire

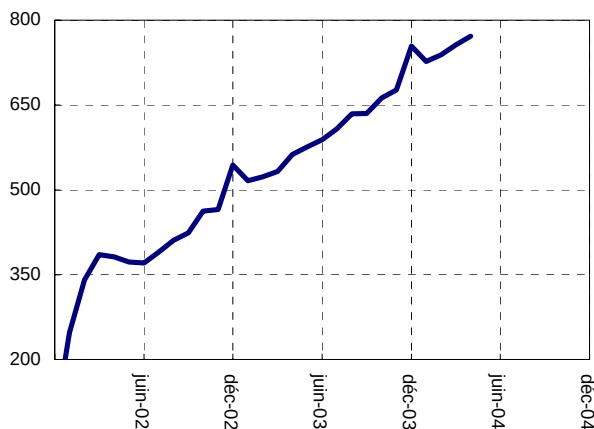
3.1 Emission de billets euros

L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les **billets** qui ont cours en France métropolitaine, dans le cadre du système européen de banques centrales depuis le passage à l'euro fiduciaire du 1^{er} janvier 2002.

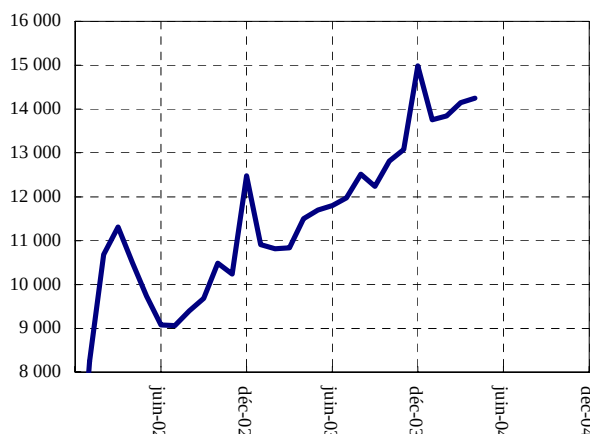
Au 30 avril 2004, l'émission nette cumulée de billets euros à la Réunion s'élève à 14,3 millions de billets (contre 15,0 millions de billets émis à fin décembre 2003), représentant une valeur totale de 772 millions d'€ (754 millions d'€ à fin décembre 2003), toutes coupures confondues. Les quatre premiers mois de l'année 2004 sont marqués par un ralentissement de la progression du volume des billets émis (notamment pour les coupures de 500 €, 200 € et 100 € au détriment des coupures de 20 € et 10 €).

Les coupures de 50 et 20 euros demeurent les plus répandues (respectivement 32 % et 25 % du nombre total) devant les coupures de 100 et 10 euros (19 % et 14 %). En valeur, les coupures de 100 et 50 euros représentent 34 % et 29 % de la masse fiduciaire en billets, suivi de la coupure de 500 euros dont les 1,9 % en nombre valent 17,1 % en montant.

Emissions nettes cumulées de billets (*)
en millions d'euros



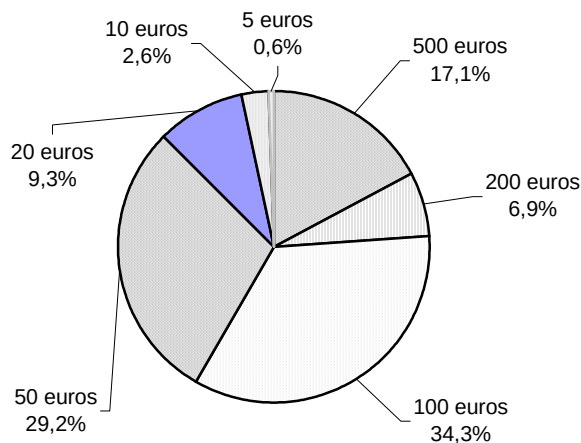
Emissions nettes cumulées de billets
en milliers d'unités



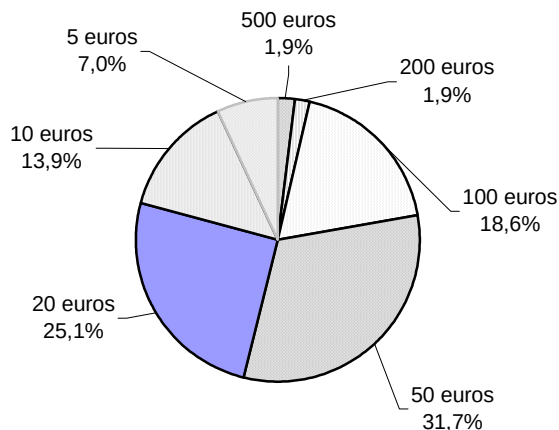
(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente, le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

Répartition par coupure en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de billets euros à fin avril 2004

Répartition en valeur



Répartition par quantité



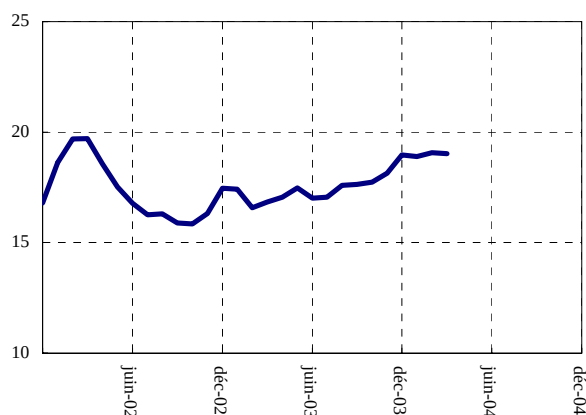
3. Monnaie Fiduciaire

3.2 Emission de pièces euros

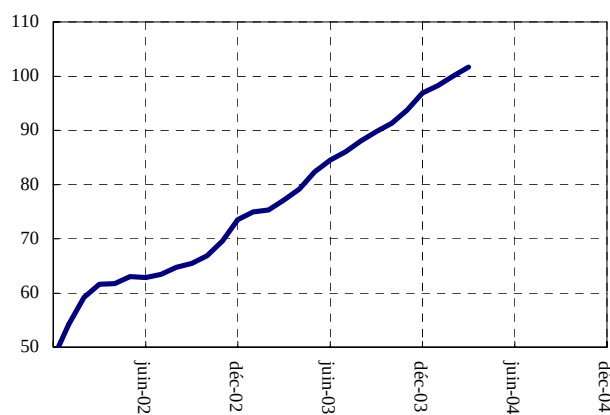
L'émission de **pièces métalliques en euros** est également assurée par l'IEDOM, agissant pour le compte du Trésor public.

A fin mars 2004, l'émission nette de pièces euros s'élève à 101 millions d'unités pour une valeur de 19 millions d'€. Concernant la répartition des pièces par coupure, il convient de noter la forte proportion de pièces de 1 et 2 centimes (plus de 50 % du nombre total), dont le taux de retour est d'ailleurs pratiquement nul. La pièce de 2 euros représente pour sa part 41,9 % des émissions nettes en valeur.

Emissions nettes cumulées de pièces
en millions d'euros



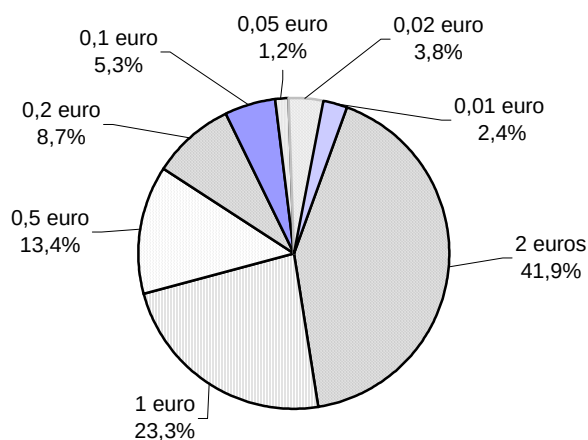
Emissions nettes cumulées de pièces
en millions d'unités



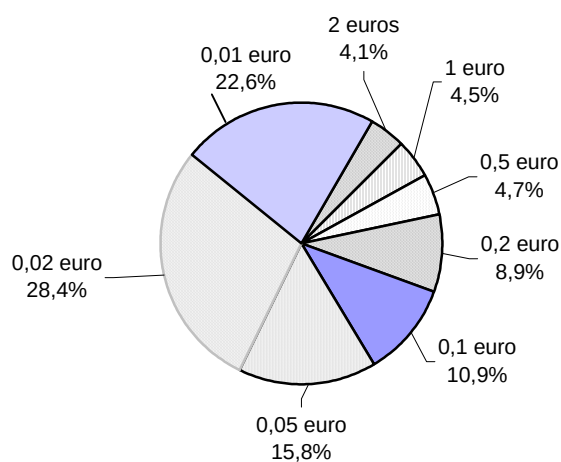
(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émises et les pièces retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente, le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

Répartition par coupure en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de pièces euros à fin décembre 2003

Répartition en valeur



Répartition par quantité



Liste des publications

	Prix
	€
A. Publications périodiques	
- La lettre mensuelle de l'IEDOM (abonnement 12 mois)	
envoi par internet	Gratuit
envoi papier	45,00
- Le bulletin trimestriel de conjoncture	
fascicule géographique	8,00
abonnement annuel à un fascicule géographique (4 numéros)	30,00
six fascicules géographiques reliés	40,00
abonnement aux six fascicules géographiques reliés (4 numéros)	100,00
- Le rapport annuel	
fascicule géographique	12,50
collection complète (six fascicules géographiques + rapport d'activité de l'IEDOM)	65,00

B. Les études sectorielles

- Le système productif dans les DOM 2000-2001	8,00
- Le BTP et le commerce dans les DOM 2000-2001	8,00

C. Les notes expresses

N° 16 - Le crédit aux entreprises et collectivités à la Réunion en 2003	Gratuit
N° 15 - Le marché automobile à la Guadeloupe	Gratuit
N° 14 - Les crédits accordés aux sociétés non financières à la Martinique de 1996 à 2002	Gratuit
N° 13 - 1993-2002: 10 ans de financement bancaire des entreprises en Guyane	Gratuit
N° 12 - Impact passage à l'euro sur l'activité des changeurs manuels en Guyane	Gratuit
N° 11 - La filière rizicole de Guyane	Gratuit
N° 10 - Incidents de paiement sur chèques, sur crédits aux entreprises et droit au compte	Gratuit
N° 09 - La répartition des encours de crédits déclarés dans les Départements et Collectivités territoriales d'Outre-Mer	Gratuit
N° 08 - Le secteur automobile à la Martinique	Gratuit
N° 07 - Les entreprises du secteur du BTP à Mayotte	Gratuit
N° 06 - L'intégration dans FIBEN du fichier des entreprises de l'IEDOM	Gratuit

D. Les Notes de l'Institut d'émission

Parution	Intitulé	
01/2004	Le tourisme à la Réunion	8,00
12/2003	Les relations commerciales économiques et financières des DOM avec leur environnement régional	8,00
09/2003	Les conditions d'exploitation de l'activité bancaire. Le coût du crédit aux entreprises dans les DOM en 2002	8,00
09/2003	L'activité bancaire dans les DOM en 2002	8,00
09/2003	Le coût du crédit et les résultats des établissements de crédit dans les DOM à fin 2001	8,00
09/2003	La coopération régionale à la Réunion - Enjeux économiques et réalité	8,00
03/2003	Etude comparative des délais de paiement et du crédit inter-entreprises dans les DOM et en métropole	8,00
12/2002	Le tourisme en Guadeloupe – Etat des lieux et enjeux économiques	8,00

Pour toute information sur les modalités d'acquisition de ces publications, il convient de s'adresser au service des études de l'IEDOM (☎ 02.62.90.71.28 - 📠 02.62.21.41.32 - @ : ntaochy@reunion-iedom.fr). A l'exception des abonnements au bulletin trimestriel de conjoncture ou à la lettre mensuelle de l'Institut d'émission, les tarifs indiqués ne tiennent pas compte des éventuels frais d'expédition.

- Dépôt légal : n° 119 – Juillet 2004 -

Directeur de la publication : **A. VIENNEY**
Responsable de la rédaction : **H. DOGNIN**
Editeur et imprimeur : **IEDOM**
Achevé d'imprimer à Saint-Denis le 28 juillet 2004